

le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-RÉDACTION : 29, RUE PIAT — PARIS (20^e) (Métro : Pyrénées)

Trahison radicale? Non Programme radical

Le Congrès de Biarritz a décidé de donner au Front populaire une survie de quelques mois mais qui importe maintenant le Front populaire? — Tout le monde ne sait-il pas que le Parti radical est un grand parti, dont le vernis populaire égratigné par les hommes du Six Février s'est de nouveau patiné au contact des Partis prolétariens.

Légalité bourgeoise ou illégalité prolétarienne, tel est le dilemme qui fut posé par la droite aux délégués, dont l'acceptation étroite du droit bourgeois n'a jamais été mystère pour personne. En fait, la motion d'unanimité devait sortir, cette fois encore, d'une polémique entre gens qui s'entendent comme larrons en foire. Le fond de la discussion n'a pas été une seule fois abordé, et si les poings dressés ont affronté les mains ouvertes, c'est dans un débordement généralement de *Marseillaise*.

Seuls, les moyens d'affirmer et d'élargir le potentiel gouvernemental du Parti se sont heurtés à Biarritz. Certains radicaux ne voient pas sans malaise la politique « réaliste » de Léon Blum privier le parti radical du monopole des classes moyennes, et se risqueraient à souligner quelques maladresses de tactique pour resserrer autour du noyau valoisien l'unanimité d'une classe tirailleuse entre le goût d'une réalisation bourgeoise hardie et son intérêt éternel brisé sans cesse par le dynamisme ouvrier.

En fait, Biarritz a réaffirmé la nécessité pour les radicaux de cesser la politique d'effacement devant le parti socialiste, de redevenir le « grand Parti de la *Marseillaise* », d'assurer de sa propre initiative et non plus par un freinage approprié le fonctionnement normal des institutions républicaines, de s'adjointre pour cette tâche le Parti socialiste, de constituer, en un mot, le Front de la trahison et du mensonge dans le cadre des doctrines et de l'organisation valoisienne.

« Un mandat impératif vient d'être donné aux radicaux d'assurer l'exécution de leur programme et non celui du Front populaire. » (*Ere Nouvelle*).

Les Kayser et les Daladier refusent-ils de satisfaire à ce programme? Ont-ils jamais posé le problème du maintien ou du renversement du Front populaire autrement que pour s'assurer la position intermédiaire qui est la raison d'exister le Parti socialiste? Et si les Roche s'essayent maladroitement à une étroite synthèse du fascisme, n'est-ce pas pour limiter sur la gauche, le terrain que la tendance adverse s'ingénie à limiter sur la droite?

Le dilemme légalité ou illégalité habilement posé par la droite pour obliger les radicaux à la décision de la prudence a été résolu en fait par l'affirmation qu'une politique purement radical serait poursuivie au sein du gouvernement et du Rassemblement populaire. Il n'en fallait pas plus à la droite.

Quant aux socialistes, ils semblent apporter quelques réticences dans une réponse à la question de Chautemps: « Collaborerez-vous à un gouvernement radical? » Les naïfs pour qui le Front populaire devait être une transition, une liquidation du capitalisme, s'aperçoivent un peu tard de la vérité d'un principe que nous n'avons jamais cessé de développer: « Dans le cadre du régime capitaliste, une évolution socialiste ne se fait jamais que vers la droite, une plate-forme de transition socialiste ne se liquide jamais qu'au profit du capital. »

Que les socialistes souviennent ou non au mandat impératif rapporté par l'*Ere Nouvelle* ne peut qu'embrouiller dangereusement la question si simple: « Au Front de la compromission et du mensonge, les ouvriers sauront-ils substituer à temps le Front révolutionnaire? »

Traiter de prolétairie cette essence de bourgeoisie qu'est le Radicalisme, c'est ne rien connaître du caractère de ces hommes qui sont nationaux, tricolores et, au point de vue principes, conservateurs. Connaitre cette essence du radicalisme, ne pas s'accrocher à ce Front de malentendu qu'il a été pour les ouvriers le Front populaire est le premier devoir des travailleurs. Se préparer activement à lui substituer l'effort lucide du Proletariat organisé révolutionnaire est le second devoir.

Il n'y a pas dans l'ultimatum de Biarritz une trahison du radicalisme à sa doctrine, mais l'affirmation d'une doctrine de trahison que les ouvriers doivent connaître, juger et abattre.



- En 3^e page : Informations d'Espagne
 En 4^e page : Pour l'Espagne ouvrière par José Mavilla
 En 5^e page : Où va la Belgique ? par P. Militch
 Pain de soldat par Henry Poulaillé
 En 6^e page : La révolution espagnole et l'imperialisme par Jean Bernier

AUX ACTES!

Il faut traduire en actes la volonté d'assistance matérielle exigée par le prolétariat français en faveur de l'Espagne ouvrière.

Encouragements à poursuivre dans la même voie et nécessité aussi

On lira, par ailleurs, dans le compte rendu consacré au meeting, ce que fut la manifestation du Vel d'Hiv', la foule considérable qui y participa, le sens que la plupart des orateurs lui donnèrent. Si nous avions eu besoin d'un encouragement pour continuer le travail commencé, nous le reçumes de cette salle enthousiaste et compréhensive; nous le reçumes également des orateurs venus d'Espagne — officiellement délégués — qui, indistinctement, nous dirent leur vif plaisir de parler devant une pareille assemblée, leur espoir que leurs appels seraient entendus et que l'Espagne ouvrière ne serait pas abandonnée à elle-même alors qu'elle faisait face si coura-geusement à un péril redoutable; nous le trouvâmes, cet encouragement, dans le message de Durruti que sa compagne lut à la tribune du Palais des Sports.

Après ces témoignages rendus à notre activité, à l'opportunité de notre action, nous pouvions faire fi des élucubrations parues dans « Le Combat Syndicaliste », n'attachant aucune importance à la décision que l'on va lire ci-dessous et que la C.G.T. S.R. nous fit tenir pendant le meeting :

Le C. G. T. S. R. considère que le camarade Besnard ne peut prendre la parole, ni au nom de la C. G. T. S. R., ni à titre personnel au meeting dont il s'agit.

Sa présence à ce meeting constituerait une violation des décisions des Congrès de la C. G. T. S. R. qui font obligation à tous nos militants, sans exception, de ne prendre la parole dans des meetings ni aux côtés de politiciens, ni à ceux de l'homme dont l'attitude depuis plus de 20 ans a été toute de révoltes révolutionnaires et de trahison ouvrière.

En conséquence, le C.C.N. déclare que l'unité révolutionnaire ne peut être réalisée qu'entre révolutionnaires Anarcho-Syndicalistes et Anarchistes, et passe à l'ordre du jour.

Il s'excuse auprès des camarades Espagnols et des auditeurs du meeting, d'avoir été obligé de prendre la décision de ne pas participer à ce meeting organisé par un Comité qui ne peut prétendre, à aucun titre, représenter en France ni la C. N. T., ni la F. A. I.

Nous pouvions passer outre à ces manifestations, n'en tenir aucun compte — elles ne déconsiderent, au surplus, que ceux qui s'y livrent — mais, tout de même, nous désirons dire que Besnard avait accepté de parler au Vel d'Hiv', qu'il savait que Jouhaux y parlerait. Que c'est au dernier moment que l'on a essayé de nuire à notre couvre puisque « L'Espagne antifasciste », de la semaine dernière, annonçait en première page, sans commentaires désobligeants, notre meeting (Jouhaux et Besnard côte à côte).

(Suite page 4.)

POUR NOS CAMARADES ESPAGNOLES

Union quand même!

En arrivant à Paris, pour le Congrès des Comités anarcho-syndicalistes, je caressais l'espoir qu'une union plus étroite, plus solide et surtout plus sincère allait se former. De cette union, nous pouvions attendre beaucoup : coordination et amplification des efforts, répartition des tâches, etc.

Hélas, les haines mesquines n'ont pas désarmé. Il fut bien plus question de sentiments personnels que de doctrine et si l'on put penser un instant que les choses allaient s'arranger, que l'aide à apporter à nos camarades serait la préoccupation dominante du Congrès, les sectaires qui ne démarraient jamais se chargèrent de nous détrôner.

C'est profondément regrettable. Mais cela doit-il nous empêcher d'œuvrer avec tous ceux qui, à des titres divers, défendent les travailleurs d'Espagne? Cette cassure est-elle définitive? Je veux encore croire que si le Congrès a rompu brutalement avec nos amis de l'U.A. il se trouvera tout de même, dans tous le pays, des camarades qui, sachant se placer au-dessus de ces lamentables querelles, s'associeront de tout leur cœur et de toutes leurs forces à toutes les actions dont le but sera la défense de nos camarades espagnols.

En ce qui me concerne, ma position est prise depuis le début des événements d'Espagne : De tout cœur et sans restriction avec tous ceux — quelle que soit leur tendance — qui luttent sincèrement pour le triomphe de nos camarades!

L. HUART.

P.S. — Les camarades du Comité pour l'Espagne libre me soumettent leur déclaration et me demandent d'attester si les incidents de séance qu'ils signalent sont bien exactement relatés.

Avant été président du Congrès lorsque ces incidents se déroulèrent et lorsque ces positions furent prises, je puis affirmer que la relation qu'on lira d'autre part ne contient ni exagérations ni inexactitudes.

L. H.



Si vous haïssez le fascisme aussi profondément que nous-mêmes, oubliez toutes les petites divergences de partis pour viser un seul but: la lutte contre le fascisme. La révolution espagnole doit être pour tous les révolutionnaires le cri de ralliement de toutes les forces prolétariennes de France.

Si vous comprenez comme nous que le front antifasciste espagnol a un prolongement dans toute la France, si vous êtes animés de la même volonté de vaincre que les miliciens espagnols, je suis persuadé que le fascisme international sera bientôt écrasé.

À nom de ma colonne, au nom de tous les lutteurs espagnols, au nom du prolétariat espagnol, salut !

Vive l'union ouvrière !
 Vive la révolution sociale !
 B. DURRUTI.

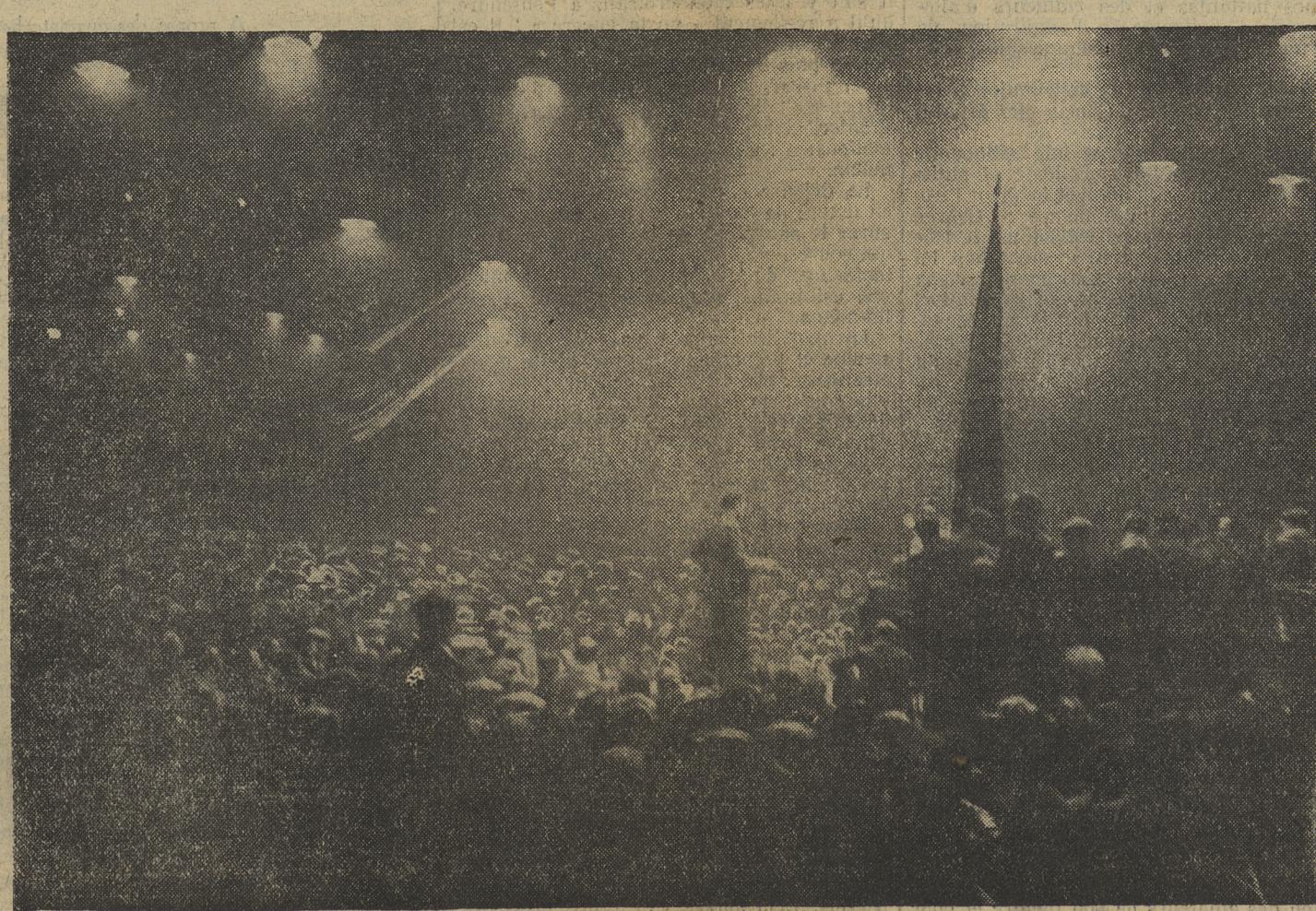
Qu'on écoute le peuple de Paris !

Si besoin était de justifier l'activité du Comité, il est maintenant évident que ce résultat si probant y suffirait.

Mais on comprendra bien que les plus belles manifestations, les plus vastes meetings n'ont de sens que si leur démonstration sentimentale fait naître des initiatives concrètes, appuie des actes pratiques en voie de réalisation; active enfin, par la pression directe des masses, les entreprises des militants.

Nous aurions aimé que Durruti, que Garcia Oliver, dont le concours nous avait été assuré, fussent présents à cette manifestation.

Voir en 4^e page le compte rendu du meeting.



**A
B
O
N
E
Z
-
V
O
U
S**

**le
libertaire
A
BESOIN DE
L'AIDE
EFFICACE
DE SES
AMIS**

**ABONNEZ-
VOUS**

52 Numéros... 22 fr.
26 — . 11 fr.
ETRANGER
52 Numéros... 30 fr.
26 — . 15 fr.

Chèque postal :
N.Faucier, Paris 596-03
29, rue Piat, Paris (20^e)

Cette semaine encore, nous paraissent sur **huit** pages. Les nécessités de l'actualité sociale, si abondantes, si diverses, nous y obligent.

Nous nous imposons de la sorte un effort considérable.

De tous côtés, d'ailleurs, les encouragements nous parviennent, tant pour notre propagande générale que pour l'effort particulier que nous faisons pour la défense de nos frères d'Espagne.

Nous avons, chaque semaine, de la matière en surabondance pour le journal, ce qui est une preuve de la vitalité sans cesse croissante de notre mouvement.

Chacune de nos rubriques prend une extension telle que bien souvent nous sommes contraints, faute de place, de sacrifier ou de réduire considérablement les articles.

D'autre part, la variété nécessaire à un journal vivant pour qu'il intéresse non telle ou telle fraction des lecteurs, mais tout l'ensemble, implique des obligations d'ordre technique qui nous font envisager la parution du « lib » sur huit pages plus fréquemment.

Les huit pages, qui n'ont été jusqu'ici qu'une exception, ne l'oubliions pas, devront devenir, au moins une ou deux fois par mois, la règle.

Mais, pour cela, nous avons besoin de l'aide de tous et du soutien matériel indispensable à la bonne marche de notre Lib.

Répétons encore une fois que les moyens de réaliser immédiatement et pratiquement ce soutien sont fort simples et offrent des solutions diverses pour employer les possibilités de chacun.

En premier lieu :
**S'ABONNER OU SE REABONNER
SANS RETARD ;**

Ensuite :
ORGANISER LA VENTE AU NUMERO, PAR GROUPE OU SEPARÉMENT ;

Enfin :
**ALIMENTER LA SOUSCRIPTION
PERMANENTE.**

LE LIBERTAIRE.

Notes et Glanes

♦ Sous prétexte que 1.500.000 « anciens combattants » ont, par leur trêve, « dégagé le marché du travail », d'autres A. C. ont écrit au président Lebrun pour protester contre les projets de la commission dite des cumuls. Qui peuvent bien être ces A. C. encore virants et protestataires ? Certainement de la haute Gradale, copieusement rentée, et tôt ou tard, tâtonnent et jetons de présence. Ou bien encore (et c'est infiniment plus triste) P.C.D.F. amochés, bras ou jambe en moins et cervau entièrement liquéfié, de ceux qui aspirent à la revanche de la victoire, et qui défilent, en se raidissant le plus qu'ils peuvent, derrière le torchon, au son des cuivres, lors de toutes les cérémonies dites patriotiques. Et je comprends fort bien qu'ils protestent, ces cumulards-nous, qui portent en eux la lâcheté d'avoir participé à la guerre, la honte de s'en vanter, et l'ignominie d'encourager les jeunes à accepter l'éventualité d'une prochaine guerre. Eh ! bien, voudrez-vous mon avis ? Ils ont assez « cumulé » de saletés. Maintenant, qu'ils crevront, et qu'ils nous toutent la patte !

♦ Encore un pisseur d'encore à closer, au pilori. Il s'agit d'un nommé Johnnie qui se déverse dans La Dépêche de Toulouse. Sous le titre « Hospitalité pénitentiaire », le drôle écrit le 21 qu'il trouve insipide que l'on condamne à la prison les étrangers arrêtés pour infraction à un arrêté d'expulsion. D'accord avec lui quoiqu'il ne doive pas tirer sur les petits copains de la bande Chiappa-Zographos. Mais la prison, qui suppose la liberté, est tellement antinaturelle qu'on doit la détruire. Si, momentanément, je me suis trouvé d'accord avec le Johnnie, ce fut pour bien peu de temps. Car faites abstraction de votre sensibilité, de vos sentiments humains, fraternelles envers quiconque souffre et lisez, où, avec le courage de lire les lignes suivantes : « Comme si on ne pouvait obtenir un résultat infinitiment plus déroutant, pour les expulsés récalcitrants, en les confiant, aux fins d'interrogatoire d'identité, et sans autre procès, aux brigades spéciales chargées de réprimer les manifestations politiques. Ces deux ou trois jours de passage à tabac » continuaient néanmoins rien au budget, entraînaient en gâté et en forme une partie des agents de la force publique qui s'entraînaient pour le championnat de boxe de la police et dégotteraient définitivement les expulsés de revenir chez nous. Tout bêtement !

♦ Vous avez compris pourquoi le tâche si gne à Johnnie. C'est un nom qui ne veut rien dire mais qui, presque anonyme, le met à l'abri des justes réactions de ceux qu'il roule au supplice. Ohé ! les tricards, toulousains et de partout, les braves gars que ne voudrez pas croire ni chez Hitler ni chez Mussolini, vous, les fils amants de cette gueule ardente qu'est la Liberté, je vous recommande le valet de plume des Sarraut. Et si, un jour, ça vous tombe sous la main, pas de pitié : passage à tabac continu, jusqu'à ce que ça en crève ! Et ça ne sera plus de la gâté, des fils qu'il sera question, mais de la mienne, énorme, sincère, totale.

HENRI GUERIN.

THEATRE DES DEUX MASQUES. — (25, rue Fontaine, 9^e). — Mercredi 4 novembre 1936 « ALFRED DE VIGNY », par Han Ryner et Claire Marly.

Fragments divers et plusieurs scènes de Chatterton. Participation aux frais : 3 fr.

UN FRANCO DE CHEZ NOUS

Le général Niessel

Nous avons aussi en France nos Franco, aussi féroces, aussi dangereux et aussi entreprenants; je parlerai aujourd'hui du plus canaille d'entre eux : le général Niessel, du cadre de réserve, ancien membre du Conseil supérieur de la guerre, président de l'Association des Sous-Officiers de réserve, membre principal du Comité national de la Défense Passive, rédacteur à l'*'Excelsior'*, au *'Petit Parisien'*, à *'Paris-Midi'*, à *'La France Militaire'*, etc., etc..

Très obscur officier avant et pendant la guerre, sa valeur militaire fut nulle, (ce n'est pas un reproche de la part d'un anarchiste), mais il a accédé cependant au sommet de l'échelle et est une personnalité marquante du monde militaire.

Lorsque, en 1917, commença la Révolution russe, le général Niessel fut expédié là-bas, avec mission de relever le moral de l'armée. Il s'y employa vigoureusement, en faisant fusiller des milliers de malheureux soldats. Inutilement au reste, car rien n'arrêta la Révolution ; Niessel, craignant la juste vengeance populaire, s'enfuit honteusement abandonnant le reste de la mission. Il fut reçu en héros en France, tandis que ceux qui avaient bravement et légalement continué à remplir leur tâche en Russie, furent portés désemparés et condamnés à mort par contumace. Certains criminels croient étouffer leurs remords et échapper au châtiment en faisant disparaître les témoins de leur crime ou de leur lâcheté.

Aux premiers jours de la Révolution, la mission française, à court d'argent, fit de larges emprunts, quelques millions en roubles de la Douma, à des notables de Pétrograd ou de Moscou. Les reçus, tapés à la machine, en français, non sur du papier, mais sur des morceaux de toile blanche, furent présentés quelques années plus tard, au remboursement, par les prêteurs qui avaient pu franchir les frontières.

Ils furent remboursés à des taux dérisoires, le rouble étant déprécié à près de zéro, ce qui constituait en somme un premier vol, de plus, nul n'a jamais demandé à quoi avaient été employés les millions empruntés.

Enfin, la plupart des prêteurs, échappés de Russie par la frontière polonoise, présentèrent leurs reçus à la mission française à Varsovie, dont le chef se trouvait être, comme par hasard, à cette époque, le général Niessel. Ils ne pouvaient pas mieux s'adresser : on n'attendait qu'eux pour passer le chiffon sur l'ardoise !

Le général Niessel fut de ces généraux que la République française envoya aux quatre coins du monde porter la bonne parole militarisante : les peuples attendaient de nous la liberté, la paix, l'égalité sociale : ceux qui jusqu'alors avaient vécu sous la tyrannie, espéraient que les Français vainqueurs au nom du droit, des peuples, apporeraient avec eux la délivrance définitive.

L'Europe ne connaît de nous que des missions militaires et des missions de banderilles. La République s'est employée durant vingt ans à détruire la liberté que 1918 avait fait naître ; elle a imposé d'autres inégalités à la place de celles que les révoltes avaient chassées. Ce sont des militaires français qui ont été les bourreaux du prolétariat européen et qui, aujourd'hui encore préparent allègrement la prochaine der des drôles !

Niessel eut la Pologne en partage : son officier espion du 2^e Bureau, y fut le brave Casimir de la Rocque ! La hache au grand complet ! Et tous deux méritèrent bien de la guerre... sur les bords de la Vistule.

La mission française en Pologne eut aussi sa petite affaire des roubles Douma : un jour, ne pouvant justifier le manque de quelques centaines de milliers de francs au trésor de la mission, les responsables crurent s'en sortir en inventant une rocambole histoire de vol, qui fut suivie d'une condamnation par contumace. La victime fut au reste reconnue plus tard innocentée, mais le tour était joué et encore une fois l'ardoise avait été effacée.

Pourtant où il s'agit d'organiser la guerre et la mort, Niessel est là ! Mais il donne la mesure de sa canaille dans l'organisation de la défense passive. Niessel, commis voyageur en masques à gaz, discourt à travers Paris et la province sur les dangers de la guerre aérienne : il excelle à donner à ses auditeurs la peur, la grande peur, la peur panique. Et, le lendemain, le *'Paris-Soir'*, le *'Matin'*, etc., annoncent en bonne place que la maison Fichet fournit des portes étanches, construit des caves à l'abri de tout bombardement ». Ignore si le général est au fixe ou à la commission, mais il sait y tâter ; on croirait, à l'entendre, qu'il a réellement « vu la guerre » ! Il est vrai que, dans d'autres écrits moins répandus et plus discrets, il a soin de nous rappeler : ça n'est pas si terrible que l'on peut le penser ! Une petite couche de sable au grenier, et une bombe de 400 kilos s'avère inoffensive : c'est ainsi qu'il s'exprime lui-même.

La défense passive, dit-on, c'est la mise en œuvre de tous les moyens propres à sauver la population. En ce qui concerne les gaz, la défense passive est inefficace, d'après les spécialistes ; mieux elle est inutile, d'après le général Niessel lui-même.

La mobilisation n'a pas été seulement conçue et préparée en vue d'une guerre étrangère : elle est préte, ce jour, pour l'établissement de la dictature de la dictature militaire. Toutes les mesures dites de défense passive, ne sont en réalité qu'un plan minuscule de Coup d'Etat contre le prolétariat, et qui peut être mis en exécution du jour au lendemain.

Niessel est un des chefs de cette organisation criminelle ; il y a quelques mois, il était encore, en ligne cumulard, directeur aux Usines Renault : il est venu étudier la maison dont il serait le chef en cas de mobilisation ; il a reconnu le secteur et le théâtre de ses futurs exploits : Avis aux intéressés !

Le gouvernement de Front populaire a voté 14 milliards pour la Défense Nationale ; le Congrès de Biarritz a accepté le service militaire pour les femmes ; le Parti communiste participe aux exercices de défense passive !

Il nous appartiennent à nous, anarchistes, de dénoncer les assassins de notre classe ouvrière, et de leur fermer la gueule !

J'inscris donc au tableau : 1^{er} Vautel ; 2^o Niessel. Et à suivre !

MONGADE.



AH ! MA TETE

A l'occasion de notre dernier meeting l'extra-lucide *Action Française* dénonce, en estropiant les noms, l'arrivée de Durutti et Garcia Oliver, venus suivant ses renseignements tout particuliers, pour acheter le silence de la presse de droite sur la terreur rouge qui sévit en Espagne.

Achat, ajoute l'*Action Française*, par de l'argent ou des concessions garanties par la F. A. I.

Et voilà !

Tout d'abord, marquons notre surprise que la presse de droite soit à vendre. Nous croyons que depuis longtemps elle était vendue.

Mais d'après nos informations (*via Maffia*), Daudet aurait été aperçu au Vél d'Hiv pleurant à chaudes larmes l'absence de Durutti avec qui il n'avait pu s'enterrer.

Une si belle occasion !

Au moment où les marquises elles-mêmes deviennent admiratrices de Staline...

HABILETE

Plongé dans les hautes considérations diplomatiques, cherchant à ménager les impérialismes anglais et français, écartant prudemment les solutions révolutionnaires, le gouvernement central de Madrid a commis des fautes énormes.

C'est Franco, le conquérant, qui vient de proclamer l'indépendance du Maroc espagnol, d'édition des journaux en langue arabe, d'accorder sur le papier quelques libertés aux tribus.

Cette sinistre démagogie lui permet en tout cas de bénéficier de quelques semaines de calme dans le Maroc.

Plus tard s'il triomphe il aura tout le temps d'écraser toute velléité d'indépendance des Rifains.

Mais que penser de Largo Caballero laissant échapper cette occasion magnifique de créer un front insurrectionnel dans les montagnes marocaines en donnant aux indigènes africains leur autonomie.

Une fois de plus, l'*« exaltation »* de la C. N. T. qui avait réclamé cette mesure dès le début du mois d'août, s'affirme comme nettement supérieure à l'épaisse diplomatie réformiste.

• • •

tout le monde connaissait mes exploits aux arènes.

« Sans doute s'agit-il d'un toréador ?

— Hier, mes camarades du village voisin sont venus m'inviter à une fête. Ils avaient pris quelques présents et allaient les tuer. Ils m'ont demandé de participer à cette belle œuvre. Figez-vous que lorsque j'ai eu enfoncé ma poniella (petite épée) dans le cou de celui que l'on m'avait donné, ce chien a trouvé encore la force de cri : « Vive le Christ roi ! »

« Réalisez-vous ce que peut être la pensée des requêtes qui font leur prière en chantant tous les soirs sur les lignes de feu quand ils lisent une lettre comme celle-ci ? »

Si nous ne réalisons pas la pensée des chiens requêtes, nous réalisons l'ignominie de l'abject salaud qu'est le Morice, menteur insolent et insulter d'une cause qu'il est trop lâche pour comprendre.

COMPLÈTEMENT TOC-TOC

Connaissez-vous la dernière de *Paris-Rasoir* ? C'est le jeu de toc-toc. Le journal du sieur Prouvet, grand magnat du textile de Roubaix, ne sait plus quoi inventer pour parachever l'abrutissement de sa malheureuse clientèle.

Alors, voilà, vous rencontrez un copain qui s'appelle, supposons, Alphonse :

— Toc-toc

— Qui est là ?

— Alphonse.

— Alphonse quoi ?

— Alphonse dans le brouillard.

Hi ! Hi ! C'est drôle, n'est-ce pas, et de l'esprit le meilleur et bien français...

Aussi nous suggérons à *Paris-Soir* le petit toc-toc suivant :

— Toc-toc

— Qui est là ?

— Prouvet.

— Prouvet quoi ?

— Prouvet... pas la corde pour le pendre.

C'est pas somme toute, plus bête qu'autre chose.

CHOUETTE ALORS, UN NOUVEAU « POIRÉAU » !

— Y a des gens qui vont avoir de la veine.

— Et qui ça donc ?

— Eh bien, ceux qui vont voir échanger leur décoration mutualiste avec la nouvelle récompense honorifique que vient de créer M. Lébas, ministre du Travail, et qui s'appellera le Mérite social.

Celui-ci a estimé qu'il convenait de « revitaliser » l'ancienne décoration de la Mutualité et de la Prévoyance sociales que la surabondance de décorés avait fait tomber en quelques. Il suffira pour avoir la bienheureuse décoration nouvelle d'avoir rendu quelques services « aux œuvres ou institutions ressortissant à la prévoyance sociale, etc. ».

Comme nous sommes tous au *Libertaire* d'excellents « prévoyants » sociaux, puisque nous prévoyons la révolution sociale, nous pensons que M. le ministre du Travail du Front populaire voudra bien penser à nous pour son nouveau « poiréau ».

• • •

LE CRIME DES VIEUX

C'est à Anatole France, je crois, qu'on prête cette parole : « Méfiez-vous de moi quand je serai vieux. » Et en effet, on constate que les plus grandes intelligences elles-mêmes

sont compromises par la sénilité. Après avoir assisté en 1914 à la trahison collective de tous les vieillards de l'épo

Les miliciens nous écrivent
L'AFFAIRE DE FARLETE

Farlete, 27 octobre.

Farlete : c'est le nom d'un petit village d'Aragon distancé d'à peine 15 kilomètres de Saragosse. L'atmosphère du front : Milice et miliciens, cliquetis d'armes, chants tous remplis de convictions, reflets d'allégresse, assombrissement et tristesse, tour à tour détournement de joie, mutisme complet, tels sont les hommes dans l'extériorisation de leurs sentiments, et sur ce coin de territoire et dans toute l'Espagne ou l'amour du prochain, la joie de vivre l'esprit de paix et de liberté symbolise toute la vie, tout l'esprit d'humanité.

C'est sur les pentes des collines, dans les vallons arides de cet Aragonais où la pauvreté semble faire corps avec la nature.

C'est là que viennent de se dérouler successivement deux batailles meurtrières, et où, démonstrativement, l'esprit de sacrifice des pionniers de la société nouvelle s'est avéré dans toute son ardeur et sublime foi révolutionnaire.

Le 8 octobre, les fascistes, en force, attaquent, il semble que leur ruée ne puisse être arrêtée. La cavalerie, l'artillerie, l'aviation, les tanks et l'infanterie, conjuguent leur action, et l'art militaire qui émane de cette cohorte apparaît comme le symbole de la force voulant écraser l'infinissimale faiblesse qui semble se dégager du troupeau bigarré, colorié, tout semblable à celui de Valmy, et que forment les héros de la liberté.

Bataille homérique ! d'un côté 2.000, 3.000 hommes peut-être qui, dans une ruée sauvage, tentent d'écraser la poignée d'hommes qui leur barrent la route. Poignée ? oui, car ils ne sont que 190 sur un front de 7 kilomètres et il leur faut toute l'énergie résolution d'être animés par des sentiments surhumains pour arrêter l'élan de chair et d'acier qui fonce sur eux. Incrovable peut-être ? Vision de conte ou de légende, mais la résolution sublime, l'abnégation, le courage, l'héroïsme ont vaincu la cohorte haineuse des barbares modernes.

La déroute est semée chez les ennemis du peuple et de la liberté, le prix du sang est aussi. Cinq des nôtres ont payé de leur vie l'amour de la fraternité. Parmi eux : la bonhomie, le courage, la foi, la sagesse, le dévouement, tous les sentiments pures de l'homme juste et sincère sont frappés à jamais dans la personne de Coffin, Emile Coffin grand enfant et grand cœur. Bianchella, Barriendos, commensal de Durruti, Lemère, et un petit soldat espagnol dont je ne me rappelle plus le nom. L'internationalisme pour la conquête du pain, de la paix, de la liberté. L'internationalisme dans la vie, l'internationalisme dans la mort, hélas ! a fait de ces hommes des héros, des martyrs. Leur sacrifice ne sera pas vain, la moisson gérone, il ne restera plus qu'à moissonner.

R. MOURET.

DE LA COLONNE HILARIO

Ceux qui luttent pour la Liberté

Sastago, le 17 octobre. — Front d'Aragon. — En arrivant dans un village, où se trouve une colonie ou une partie de colonie, on est tout de suite frappé par la diversité des langues parlées par les miliciens. Voici des Allemands chassés de leurs foyers par le sanglant Hitler ; là, ce sont des Italiens depuis longtemps expulsés de chez eux par le dictateur noir ici, des Belges parlent avec des Suisses.

Toutes les races sont représentées ; tous ces lutteurs qui ont déjà combattu le fascisme dans leur propre pays sont venus ici, car ils ont senti que dans l'Espagne d'aujourd'hui se jouait le sort du prolétariat, en lutte contre la réaction sanglante des miliciens assassins, de l'église oisive du capitalisme jouisseur.

Ces combattants ont tous la même aspiration, le même espoir au cœur : faire triompher la Liberté.

C'est là, sur le champ de bataille que l'on peut comprendre le vrai sens des mots : Solidarité Ouvrière. Ils sont venus offrir leur vie à leurs frères espagnols ; leur vie : c'est tout ce qu'ils possèdent. Ils luttent, prêts à vaincre ou à mourir, pour que le monde soit meilleur et plus juste pour ceux qui travaillent et qui n'ont rien.

Au front, pas de nationalité, pas de race ; il n'y a que des prolétaires, des ouvriers, éprius d'une société où l'homme ne sera plus un esclave, mais où régnera enfin la liberté par la libre initiative individuelle.

Ce rêve devra devenir bientôt une réalité que nos frères espagnols pourront rendre concrète, lorsque les suppôts du capital et de l'obscurantisme auront disparu de la Péninsule.

Tous n'ont qu'une seule pensée : la Liberté,

ARMAND AUBRION.

Comment ont été créées les milices

L'Organisation intérieure des milices

Le 10 juillet la tentative de putsch militaire à Barcelone fut écrasée par l'action du prolétariat, aux premières heures par quelques noyaux de la F.A.I. déjà armés, ensuite par des groupes plus nombreux d'ouvriers munis de fusils et de mitrailleuses pris dans les armureries et des armes enlevées aux fascistes ou dans les casernes occupées.

L'inaction des corps réguliers de police de la Généralité subsista jusqu'au moment où la situation s'était améliorée, et entraîna en scène pour prendre livraison des milices rebelles qui vaincus se rendaient.

Ce sont ces deux éléments qui détermineront dès le début la formation des milices ouvrières défendant les libertés des travailleurs et de leurs organisations, expression directe du prolétariat souverain.

Les colonies qui partirent quelques jours après pour continuer la besogne d'épuration menée à bien en Catalogne conservaient toutes les caractéristiques des premières formations.

Devant son propre appareil militaire insuré, l'Etat démocratique bourgeois était incapable de réagir, à cette autorité chanclante se substitueront les milices ouvrières contrôlées en premier lieu par les syndicats.

Les premières troupes de miliciens se dirigèrent sur Saragosse pour prêter main-forte à leurs frères qui moins heureux dans leur lutte contre le mouvement factieux succombèrent devant un ennemi longuement préparé et bien armé. D'autres suivirent.

Ces colonnes vécurent d'une vie propre, entretenant des liaisons relativement faibles avec l'arrière, suivant leur développement particulier, l'évolution de la situation en Catalogne n'agissant sur elles qu'avec retard et une intensité réduite. Même les syndicats ne maintenaient qu'un contrôle très relâché sur elles.

L'organisation des volontaires se fit aussi

simplement que possible, chaque groupe de cent hommes élut un délégué de centième, chaque centième se divisa en groupe de dix hommes désignant un délégué. Les Comités de colonies étaient formés des militants ayant présidé à la formation de l'expédition et de quelques conseillers militaires.

Coordination

Dans les villages occupés un comité de guerre était créé formé généralement des délégués de centaines, d'un délégué politique représentant les organisations ouvrières et d'un ou de plusieurs militants locaux.

L'artillerie était le plus souvent dirigée par des officiers ou des miliciens connaissant le maniement des canons. Plus tard la liaison se fit avec l'aviation et des petits aérodromes furent organisés à proximité du front.

A coté de la partie « militaire », une série d'organes annexes furent créés : comités d'Abastos (ravitaillement, comité de contrôle des transports), etc.

Il fallut attendre plusieurs semaines avant que les différentes colonies du front aragonais se missent en rapports réguliers et plus longtemps encore pour qu'un commandement unique fut institué.

A Barcelone, le comité central des milices antifascistes, formé de délégués des organisations syndicales et politiques, coordonna tout bien que mal les initiatives généreuses, mais dispersées, des formations révolutionnaires.

La liaison avec Madrid était mal assurée et entravée par l'antagonisme entre le caractère démocratique bourgeois du gouvernement central et le content social et révolutionnaire des organisations catalanes.

CH. RIDEL.
(A suivre.)

Panorama hebdomadaire

Oviedo, Madrid, Barcelone, trois villes sur lesquelles reposent actuellement tout l'avenir de l'Europe ouvrière, toute la paix, tout ce qui plus ou moins, cristallise les concepts de progrès et d'humanité.

C'est dire avec quelle émotion on peut suivre les périplées de la ville qui se bouscule entre Syrénées. L'espoir que nous avons formé, de voir les mineurs asturiens dénuement maîtres d'Oviedo descendre à travers la vaste Castille pour menacer Valladolid, occuper les troupes de Mola et desserrer l'étreinte fasciste qui se resserre sur Madrid, n'est pas complètement déçu. En effet, depuis deux semaines Oviedo est pris, perdu, puis repris. Le cercle qui l'entoure est parfois tendu et ouvert, mais il se détend et se referme avec une vigueur accrue. Et pourtant, quel déploiement de forces, pour écraser les redoutables mineurs asturiens ! Inférieurs en nombre, sans aviation, sans artillerie lourde, les miliciens combattaient sans trêve, attaquant sans cesse et reprenant peu à peu des maisons, un quartier, un faubourg de la capitale des Asturies. Donc, de ce côté nulle raison d'être pessimiste. De même pour les provinces basques, Biscaye et Alava, où la situation ne s'est pas modifiée depuis trois semaines. Quant à l'immédiat de la chute de Bilbao, on préfère chez les fascistes français et espagnols, ne plus en parler.

Quant à Madrid, évidemment sa position est devenue plus délicate. Les insurgés se rapprochent. La cavalerie du colonel « asciste » Monasterio s'est approchée de Mostoles, qui se trouve à 15 kilomètres des faubourgs de Madrid. Mais cette pointe poussée en direction de la capitale ne visait qu'à un effet moral, au même titre que les raids d'avions qui peuvent jeter le désarroi et la panique dans la population d'une grande ville. L'effort recherché n'a pas été atteint et les miliciens passent à l'offensive ont progressé quatre kilomètres de terrain progressant en direction de Navalcarnero dont ils ne sont plus qu'à mille-mètres.

Admettons que Madrid soit encerclé totalement, assiégé et pris, on peut penser sans extravagance que du point de vue psychologique la position des troupes fascistes serait plus forte. Peut-être la reconnaissance officielle du gouvernement fasciste par l'Allemagne, l'Italie et le Portugal, viendrait-elle aggraver la carence du Comité de non-intervention. Reste la Catalogne, et là au moins la révolution espagnole occupe une position inépuisable, d'où à l'abri des coups que le fascisme voudrait lui porter elle-même la délivrance du reste de la péninsule ibérique, gémissant sous le joug du militarisme et du capitalisme. Malaisé à calculer, et je crois que l'aggravation de la situation actuelle vient non seulement de l'insuffisance des armements, mais encore de ce que certains de nos bons camarades catalans n'ont pas voulu admettre que l'avenir de la révolution espagnole dépendait avant tout autre chose de l'issue des opérations militaires. La Catalogne est forte, très riche industriellement, très riche même pour qu'un gouvernement capitaliste, surtout fasciste, n'en échappe pas une proie aussi tentante. Aussi se confirme-t-il que, à brief délai, et plus rapidement encore que ce que pouvait le supposer, si Madrid ne déclenchait pas de grande aventure va être déclenchée sur la Catalogne. Le plan des Franco, Mola et Cie est le même que celui mis en vigueur en Guipuzcoa : couper les communications avec les pays frontaliers (la France en l'occurrence), établir un blocus naval, puis progresser à l'intérieur jusqu'à l'encerclement du dernier carré de résistance.

L'offensive serait déclenchée en Aragon et partirait de Jaca ; elle progresserait le long de la chaîne pyrénéenne jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de relations possibles entre la France et la Catalogne. D'autre part (et ceci est confirmé par l'« Ouvre » du 27 octobre), quinze sous-marins allemands ont franchi le détroit de Gibraltar ; à Majorque les fascistes italiens qui commandent les fascistes espagnols, attendent huit sous-marins fabriqués en Italie, lesquels portant les couleurs italiennes, sont près à quitter leurs ports à destination des Baléares. Leur tâche serait d'empêcher le ravitaillement de la Catalogne et d'exercer un véritable blocus. L'offensive par terre commencera le 3 ou le 4 novembre et paraît être préparée avec une hâte fébrile par les hommes de Franco. Déjà cinq avions de bombardement seraient prêts à seconder une attaque de surprise menée par un fort contingent d'infanterie.

Les fascistes ont compris qu'il fallait faire vite. Une certaine union politique et militaire réalisée en Catalogne, l'organisation en découvrant pourraient leur être fatale. Et les Etats capitalistes, aussi bien une démocratie comme l'Angleterre que les dictatures allemande et italienne ne voient pas d'un bon œil la Catalogne s'installant définitivement dans un régime imprégné de communisme libertaire. De là cette passivité complète du Comité de Londres. De là cette audace des hittlers et des mussolinis. De là que l'U.R.S.S., qui peut-être apporte une aide effective aux Catalans (et en revanche certainement des avantages politiques) ne pourra rien faire de vraiment opérant en raison du torpillage qui menace ses cargos et amorce une guerre qui vise devant la mondiale. Seule la France, grâce à sa frontière commune, peut rétablir librement, efficacement, sans risques de compromettre une paix si instable et si précaire, les relations commerciales portant sur les munitions, l'artillerie, l'aviation, indispensables pour que la Catalogne puisse continuer la lutte et assurer l'indépendance de son prolétariat. Laisserons-nous le gouvernement français continuer sa politique de l'acheté et d'abandon devant les bourgeois de la droite radicale, devant les amis et les collègues des Lerroux espagnols ?

Il suffirait d'un peu de fermeté pour que tout change.

A. MADIN.

Vers l'instauration du communisme libertaire en Catalogne

Les organisations ouvrières en Catalogne, de tendance anarchiste et marxiste — Confédération Nationale de Travail, Fédération Anarchiste Ibérique et Union Générale de Travailleurs, Partis marxiste — se sont mises d'accord pour procéder à la socialisation des moyens de production et d'échange.

Cet accord comporte notamment les points suivants :

1° Nationalisation des banques sous le contrôle des associations ouvrières, qui au bout aussi désormais le contrôle de l'industrie privée catalane ;

2° Nationalisation de tous les moyens de production sans paiement d'indemnités spéciales, sauf lorsqu'il s'agira de maisons étrangères, lesquelles recevront un dédommagement correspondant exactement au montant du capital étranger investi dans lesdites entreprises ;

3° Contrôle municipal de la répartition de denrées alimentaires.

Les entreprises socialisées seront gérées par les syndicats. Aussi, les organisations ouvrières sanctionnent, par un accord, l'état de fait qu'elles avaient déjà imposé par la force, presque partout en Catalogne au lendemain de la victoire de 19 juillet. Les entreprises étrangères bénéficient d'une indemnité correspondant au montant du capital étranger investi.

L'importance de cette décision n'échappa pas à l'attention de la classe ouvrière mondiale. Les anarchistes qui représentent la majorité du prolétariat catalan n'ont pas hésité de faire appel aux organisations marxistes pour participer à l'éification de la vie nouvelle. Ceci étonnera les avocats sans cause qui peuplent les organisations marxistes de toutes nuances. Pendant plus d'un demi-siècle, ces avocats ont crié, à tous les carrefours électoraux, du monde que les

anarchistes sont incapables d'organiser quoique ce soit, que la classe ouvrière est incapable de gérer l'économie et que le seul salut réside dans le bulletin de vote. Que seuls, eux les avocats sans cause, sont capables d'organiser le monde nouveau, c'est par voie gouvernementale. Les partis marxistes ont ainsi entraîné le peuple d'illusion et d'illusion pour l'amener dans la pérpective d'après guerre aux catastrophes les plus lamentables. Chaque fois que le prolétariat austro-allemand voulait imposer sa volonté en prenant la direction de l'économie en mains, les chefs marxistes ont usé de la persuasion et de la violence pour l'en dissuader.

Les résultats de cette haute tactique marxiste ne se firent pas attendre. Hitler est au pouvoir.

En Russie, inspiré de la même conception gouvernementale de la transformation sociale, Lénine liquida en 1921, la démocratie ouvrière pour instaurer le régime totalitaire du parti bolchevique. Ce régime arbitraire mit en évidence les politiciens de toute nuance. Selon eux, la classe ouvrière peut se gouverner elle-même, par la voie de ses propres organisations. Certes, la classe ouvrière peut y trouver de l'assurance et de l'assurance pour la sécurité et de l'assurance pour l'avenir.

Les anarchistes savent que la dictature, même quand elle est baptisée « dictature du prolétariat », mène inévitablement à la corruption de ceux qui la pratiquent, à la perte pour le prolétariat de toutes les conquêtes révolutionnaires, à la création d'une nouvelle classe privilégiée. En Russie, les bolcheviks étaient une minorité en 1917, aujourd'hui ils le sont encore. Minorité, ils ont démolie, par la force, tout ce que la classe ouvrière avait comme patrimoine intellectuel et moral, tout ce qu'elle avait conquis ars à la main.

Les anarchistes sont majorité en Catalogne. Ils pourraient se prévaloir de leur nombre pour imposer leurs vues tant le te-

tis à destination des colonies. Le premier, l'autre jeudi.

C'est là une preuve évidente que notre initiative a été comprise et chaudement approuvée par tous ceux qui aspirent au triomphe de nos frères en lutte.

Notre centre de la rue d'Alésia est, par moment, littéralement assiégé par les nombreux amis qui s'empressent pour apporter le maximum aux courageux lutteurs.

Mais notre intention est d'élargir encore le rayonnement de notre centre de ravitaillement et, par suite, son champ d'action. A cet effet nous venons d'édition plusieurs centaines de milliers de tracts que nous tenons à la disposition des militants. Pas un meeting, pas une réunion corporative ne doit se tenir sans qu'une distribution de ces tracts n'ait été effectuée. C'est là un des moindres efforts que nous puissions demander aux uns et aux autres.

Nous sommes sûrs que personne ne voudra se refuser à faire connaître par ce moyen notre centre de ravitaillement et orienter vers lui toutes les bonnes volontés.

Ainsi que nous l'avons indiqué précédemment, des centres locaux de ravitaillement ont été constitués dans la banlieue parisienne et dans plusieurs villes de province. Des mandats ont été établis que nous délivrons aux camarades les plus dévoués voulant se charger de centraliser dans leur région les colis qui nous sont destinés.

Dans la tâche immense que nous sommes assiégée, nous avons le droit de compter sur le concours effectif de tous les antifascistes, de tous ceux qui de près ou de loin suivent avec sympathie l'ardente bataille que mènent si vaillamment les forces de liberté et de justice sociale

contre les mercenaires au service de l'immense régime d'inquisition du fascisme international.

A eux de leur apporter, dans ces heures difficiles, le réconfort matériel dont ils ont besoin.

Le Centre de Ravitaillement des Milices antifascistes d'Espagne

203, rue d'Alésia, Paris (14^e)

Téléphone : Vaugirard 08-79

Solidarité pour les Combattants antifascistes

Allons, le mouvement paraît bien embrayé. De tous côtés nous parvennent les dons et les encouragements pour l'œuvre de solidarité que nous avons entreprise en faveur des miliciens antifascistes d'Espagne.

Ce n'est pas commode de remplir une salle comme le Vélodrome d'Hiver. Ce vaisseau gigantesque, long de plusieurs centaines de mètres, presque aussi large que haut, vertigineusement haut, sur ses fermes métalliques entrecroisées, est peu apte aux manifestations publiques de l'âme ouvrière.

Combien il convient mieux à sa destination naturelle, aux « événements » sportifs, quand il suffit d'y ajouter les admirateurs du Muscle pendant les Six jours ou les grands matches de boxe !

Et bien ! cependant, cette salle fantastique, ne fut pas trop grande pour contenir vendredi dernier les milliers et les milliers d'assistants qui étaient venus pour clamer leur volonté d'apporter une aide enfin effective à nos héroïques frères d'Espagne en lutte contre le fascisme.

Il n'était pas encore 19 heures que déjà des auditeurs impatients et précautionneux faisaient que aux accès de la vaste nef. Et cependant qu'à l'intérieur nos militants s'affairaient aux tâches innombrables de l'organisation d'une telle manifestation, dehors le public grossissait à chaque minute.

Quand à 19 h. 30, les portes furent ou-



Une attitude de Magrina pendant son discours

Encouragements à poursuivre dans la même voie et nécessité aussi

(Suite de la première page)

Comment d'ailleurs aurions-nous pu envisager un tel ostracisme à l'égard de Jouhaux de la part de camarades qui firent demander à celui-ci un local dans une maison de la C.G.T. afin d'y installer le siège du Comité anarcho-syndicaliste. D'autant plus que nous n'ignorons pas que Pierre Besnard, secrétaire de l'A.I.T., avait écrit récemment à l'Internationale syndicale d'Amsterdam lui offrant une collaboration régulière dans une Commission paritaire.

Nous ne reprochons rien à Besnard si ce n'est d'avoir manqué de fermeté au cours de ces incidents, et de nous avoir laissé « condamner » le lendemain du beau meeting par des juges qui ont nom : Marchal, Voline, etc... (Voline, le pur Voline, qui demandait encore à Lecoin, il y a quelques mois, d'intervenir — pour un de ses amis en difficultés financières avec le Trésor — auprès d'un ministre de Laval).

Le Comité pour l'Espagne libre, fut donc appelé, comme vous le savez, devant le Congrès des Comités anarcho-syndicalistes, samedi 24 octobre. Ses militants, s'élevant bien au-dessus des ressentiments légitimes qu'ils pouvaient éprouver après tout ce que nous venons de vous raconter, firent toutes les concessions afin d'aboutir à une union étroite de tous les anarchosyndicalistes, une union qui ne soit pas de façade.

Une fois de plus, nous rendons hommage à Besnard qui s'efforce, par une proposition raisonnable, de raccorder les deux tronçons de l'anarcho-syndicalisme et de faire cohabiter ensemble, dans une harmonie relative, le Comité anarcho-syndicaliste et le Comité pour l'Espagne libre.

Nos représentants acceptèrent sans réserves la proposition de Besnard. Mais celle-ci n'a pas été mise aux voix. Certains délégués auraient été gênés pour la repousser. Alors, l'on vit cette chose inouïe, immonde aussi : des « Congressistes » faire un procès de tendance à l'Union Anarchiste et exiger son exclusion des Comités anarcho-syndicalistes pour des « raisons » antérieures à la création desdits comités.

Les envoyés de l'Union Anarchiste, ceux du Comité pour l'Espagne libre n'acceptèrent point que le débat soit posé sous cet angle et quittèrent la séance. Nous avons appris depuis que l'U.A. avait été exclue pour avoir contracté certains accords circonstanciels, pour des campagnes nettement définies, avec certaines organisations révolutionnaires.

Tirons l'échelle après cela ! Et voilons-nous la face !

Mais que devient la défense de l'Espagne ouvrière dans tout cela ? Et que va faire le Comité pour l'Espagne libre ?

Voici notre réponse :

Tant que nos camarades anarchistes espagnols lutteront là-bas, comme ils le font, avec le concours des socialistes, des communistes, des ugétistes, des républicains, nous persisterons, ici, à appeler aux antifascistes de toutes nuances en vue de secourir, de secourir vite, et par les moyens les plus audacieux comme les plus extrêmes, un peuple qui souffre, qui saigne, qui meurt et qui risquerait d'être anéanti si nous n'y prenions garde !

**LECOIN, ANDERSON,
FAUCIER, LE MEILLEUR.**

au nom du Comité pour l'Espagne libre.

Ce que fut l'immense manifestation

vertes, un premier flot massif envahit la piste centrale, et les pourtours qui rapidement furent couverts. Bientôt, devant l'afflux précipité des auditeurs, il fallut canaliser ce flot vers les étages supérieurs, jusqu'au dernier.

Aussi à 20 h. 30, quand la Cobla barcelonaise fit entendre ses premières exécutions la salle était-elle déjà plus qu'aux trois quarts comble.

LES ORATEURS

Douze orateurs ont pris la parole à ce meeting, présidé par Lecoin.

Douze orateurs que bien des divergences politiques, doctrinaires, peuvent séparer mais qui sont profondément d'accord au moins sur ce point capital : que la solidarité vraiment efficace du prolétariat français en faveur du prolétariat espagnol doit être enfin une réalité vivante.

C'est le sens général que les orateurs, quelles que soient leurs tendances, donnent à leurs interventions.

POUR DEFENDRE LA CLASSE OUVRIERE ESPAGNOLE

C'est à José Trabal, délégué par la C.N.R. pour la Régionale de Catalogne qu'il appartient d'ouvrir ce magnifique meeting. Trabal va parler en espagnol.

Son discours, traduit aussitôt par Dalty, dira l'œuvre immense accomplie dans le domaine de l'édition d'une société nouvelle par et pour le prolétariat d'Espagne.

Cette œuvre va-t-elle être compromise, mise en péril parce que ce peuple n'aura pas les moyens matériels nécessaires à sa défense ?

Ce n'est pas possible ! Trabal avec des accents émouvants, montre la tâche surhumaine de nos frères d'Espagne. Les difficultés innombrables accumulées sous leurs pas !

A l'aide, clamé-t-il, pour conclure en faveur de la classe ouvrière espagnole !

NOUS LES AIDERONS

En manifestant sa certitude dans le succès final des antifascistes espagnols, Léon Jouhaux voulut indiquer que pour l'instant n'est pas « de manifester nos sentiments personnels mais d'affirmer notre solidarité véritable ».

Face aux mensonges de la grande presse, qu'il stigmatise, Léon Jouhaux affirme que l'unité du mouvement révolutionnaire espagnol continuera après la victoire.

Défense d'abord, et labour constructif ensuite voilà pourquoi les antifascistes espagnols doivent vaincre.

Et le secrétaire général de la C.G.T. quitte la tribune sur ce mot d'ordre et aussi sur cet engagement « que nous devons les aider sans aucune défaillance et sans aucun faiblesse et que nous les aiderons ».

EN ESPAGNE, LE SYNDICALISME A CONQUIS DROIT DE CITÉ

Mais ce labour constructif qui doit amer l'instauration d'une société nouvelle, à base de liberté humaine et de justice sociale, les antifascistes espagnols l'ont même conjointement et dès la première minute avec la défense antifasciste.

Notre ami Huart tient à la préciser. Il montre avec force que si en Catalogne notamment, nos camarades espagnols de la C.N.R. et de la F.A.I. ont pu à la fois résister et combattre, c'est parce que l'organisation syndicale a su conquérir droit de cité dans la vie collective. Le syndicalisme révolutionnaire espagnol a utilisé à fond « les facultés créatrices du prolétariat ».

L'unité qui s'est réalisée au-dessus des tendances, a été « une synthèse révolutionnaire ».

Aussi Huart a-t-il raison de dire que devant cet exemple qui jouera un rôle historique, le prolétariat français ne doit pas rester indifférent. Grande serait sa culpabilité s'il laissait sa position à celle du gouvernement.

Le gouvernement, dit Huart, a le droit d'être neutre ; mais, alors que nos frères d'Espagne n'ont bien souvent que leurs poitrines à opposer aux fascistes, nous prolétaires français, « qui ne sommes pas le gouvernement » nous n'avons pas le droit d'être neutres, car ce n'est pas seulement leur salut qui est en jeu, mais c'est aussi le nôtre.

Malgré les difficultés inouïes que nous éprouvons à nous ravitailler en armes dans des pays qui cependant, par raisons politiques, géographiques, ethniques et même par parenté idéologique, devraient nous aider sans réserves, nous conservons la certitude que nous vaincrons. La preuve cependant a été faite que nos ennemis étaient scandaleusement aidés par des Etats comme l'Allemagne ou l'Italie, qui ont trahi leur signature et violé cyniquement la neutralité qu'ils avaient acceptée.

Et pourtant, nous le répétons, les travailleurs intellectuels et manuels d'Espagne doivent vaincre. Mais en attendant, écoutez, travailleurs français. Quelques temps avant que ne soit déclenchée l'offensive du fascisme en Espagne, nous vivions, à peu près, dans la même incertitude que vous le faites aujourd'hui. Nous voyions grandir l'orage chaque jour, comme vous

NOTRE CAUSE, C'EST CELLE DU PEUPLE

C'est là d'ailleurs une vérité si évidente que tous les orateurs, traduisant ainsi le sentiment unanime de la classe ouvrière française, seront amenés à en développer le thème.

Gorkin, qui est venu d'Espagne, délégué par le P.O.U.M., le déclare à son tour, car « Notre cause dit-il c'est celle du peuple »

D'ailleurs, la question qui est posée en Espagne est bien celle-ci : « révolution ou contre-révolution ». Les actes du fascisme espagnol se sont accompagnés de toutes les atrocités habituées aux fascistes de tous les pays, comme l'aide qu'il a reçue d'Allemagne et d'Italie s'est accompagnée des tractations et marchandages habituels des impérialismes allemand, italien et même français.

« IL NOUS FAUT AIDER LE « MIRACLE » REVOLUTIONNAIRE »

Cet élargissement à l'échelle internationale de la bataille qui se déroule actuellement outre-Pyrénées, les révolutionnaires de tous les pays l'ont si bien dès les premières heures compris que le groupe international qui combat sur le front d'Aragon a été un des premiers engagés à fond dans la lutte. Italiens, Allemands, Français, Russes, Bulgares, Scandinaves, Belges, Américains du Nord et du Sud sont venus offrir leurs bras, leur cœur, à la jeune révolution espagnole.

Ils ont combattu avec vaillance et déjà bien des ydes ont été creusés dans leurs rangs.

C'est en leur nom que notre ami Ridel vient parler à la tribune.

— Est-il possible, demande-t-il, que le prolétariat français, qui a toujours montré un sens si vif de la solidarité internationale, laisse déposséder la révolution espagnole de ses conquêtes essentielles ?

Certes, il y a eu, au 19 juillet, le « miracle » révolutionnaire : un peuple dépourvu d'armes, des moyens les plus élémentaires de résistance, mettant en échec le fascisme et l'obligeant à la fuite. Il y a eu aussi le « miracle » d'un peuple tenu dans l'asservissement matériel, moral et intellectuel, brisant d'un seul coup avec les vieilles servitudes et organisant lui-même en même temps que sa défense armée, la société nouvelle sur des bases économiques enfin favorables aux producteurs.

Mais depuis, la situation s'est modifiée.

L'événement, presque surhumain, n'a pu se prolonger éternellement. Aujourd'hui la disproportion des forces en présence est par trop favorable aux fascistes.

Alors va-t-on se contenter d'ordres du jour, si eloquents qu'ils soient ?

« Ce n'est pas seulement de la solidarité morale » que les combattants d'Espagne ont besoin, conclut Ridel, mais d'une solidarité matérielle rapide, faute de quoi toutes les conquêtes de la révolution risquent d'être emportées au détriment des ouvriers, de ces paysans, qui ont enfin entrevu le terme de leur misère et de leur servitude.

Il faut donc aider l'Espagne révolutionnaire avec des moyens révolutionnaires.

— Etes-vous prêts, demande-t-il à la salle, à former ce secteur révolutionnaire dont la constitution dans la classe ouvrière française devient de plus en plus nécessaire ?

Et la salle, d'un seul cri vibrant et enthousiaste répond : Oui !

Mais un autre péril menace la défense de la révolution espagnole. C'est celui de la voir utiliser par l'impérialisme. Il ne faut pas que la situation internationale si tendue dans les jours que nous traversons, soit orientée vers la guerre impérialiste, comme certains tentent de le faire.

Aussi faut-il faire sans cesse la distinction entre ce qui appartient au prolétariat et ce qui appartient à la bourgeoisie.

Mais ainsi, on s'aperçoit combien il est vain de vouloir concilier le service de la révolution prolétarienne — comme celle qui se déroule en Espagne — avec le respect de la légalité bourgeoisie.

Il faut donc aider l'Espagne révolutionnaire avec des moyens révolutionnaires.

— Etes-vous prêts, demande-t-il à la salle,

à former ce secteur révolutionnaire dont la constitution dans la classe ouvrière française devient de plus en plus nécessaire ?

Et la salle, d'un seul cri vibrant et enthousiaste répond : Oui !

Mais un autre péril menace la défense de la révolution espagnole. C'est celui de la voir utiliser par l'impérialisme. Il ne faut pas que la situation internationale si tendue dans les jours que nous traversons, soit orientée vers la guerre impérialiste, comme certains tentent de le faire.

La révolution espagnole doit être le départ de la révolution internationale. Mais cet élan révolutionnaire ne doit pas être détourné de ses fins propres qui doivent servir au prolétariat.

Aussi Marceau Pivot conclut-il en précisant, à l'exemple de l'Espagne, la constitution d'une puissante concentration de toutes les forces révolutionnaires. « Dans ce creuset », dit-il, « chacun apportera son métal, et l'alliage qui en naîtra symbolisera la conscience révolutionnaire du prolétariat. »

Il faut donc aider l'Espagne révolutionnaire avec des moyens révolutionnaires.

— Etes-vous prêts, demande-t-il à la salle,

à former ce secteur révolutionnaire dont la constitution dans la classe ouvrière française devient de plus en plus nécessaire ?

Et la salle, d'un seul cri vibrant et enthousiaste répond : Oui !

Mais un autre péril menace la défense de la révolution espagnole. C'est celui de la voir utiliser par l'impérialisme. Il ne faut pas que la situation internationale si tendue dans les jours que nous traversons, soit orientée vers la guerre impérialiste, comme certains tentent de le faire.

La révolution espagnole doit être le départ de la révolution internationale. Mais cet élan révolutionnaire ne doit pas être détourné de ses fins propres qui doivent servir au prolétariat.

Aussi Marceau Pivot conclut-il en précisant, à l'exemple de l'Espagne, la constitution d'une puissante concentration de toutes les forces révolutionnaires. « Dans ce creuset », dit-il, « chacun apportera son métal, et l'alliage qui en naîtra symbolisera la conscience révolutionnaire du prolétariat. »

Il faut donc aider l'Espagne révolutionnaire avec des moyens révolutionnaires.

— Etes-vous prêts, demande-t-il à la salle,

à former ce secteur révolutionnaire dont la constitution dans la classe ouvrière française devient de plus en plus nécessaire ?

Et la salle, d'un seul cri vibrant et enthousiaste répond : Oui !

Mais un autre péril menace la défense de la révolution espagnole. C'est celui de la voir utiliser par l'impérialisme. Il ne faut pas que la situation internationale si tendue dans les jours que nous traversons, soit orientée vers la guerre impérialiste, comme certains tentent de le faire.

La révolution espagnole doit être le départ de la révolution internationale. Mais cet élan révolutionnaire ne doit pas être détourné de ses fins propres qui doivent servir au prolétariat.

Aussi Marceau Pivot conclut-il en précisant, à l'exemple de l'Espagne, la constitution d'une puissante concentration de toutes les forces révolutionnaires. « Dans ce creuset », dit-il, « chacun apportera son métal, et l'alliage qui en naîtra symbolisera la conscience révolutionnaire du prolétariat. »

Il faut donc aider l'Espagne révolutionnaire avec des moyens révolutionnaires.

— Etes-vous prêts, demande-t-il à la salle,

à former ce secteur révolutionnaire dont la constitution dans la classe ouvrière française devient de plus en plus nécessaire ?

Et la salle, d'un seul cri vibrant et enthousiaste répond : Oui !

Mais un autre péril menace la défense de la révolution espagnole. C'est celui de la voir utiliser par l'impérialisme. Il ne faut pas que la situation internationale si tendue dans les jours que nous traversons, soit orientée vers la guerre impérialiste, comme certains tentent de le faire.

La révolution espagnole doit être le départ de la révolution internationale. Mais cet élan révolutionnaire ne doit pas être détourné de ses fins propres qui doivent servir au prolétariat.

Aussi Marceau Pivot conclut-il en précisant, à l'exemple de l'Espagne, la constitution d'une puissante concentration de toutes les forces révolutionnaires. « Dans ce creuset », dit-il, « chacun apportera son métal, et l'alliage qui en

Où va la Belgique ?

La vie est devenue en général beaucoup plus internationaliste que les esprits humains. Les événements ayant lieu sur un bout de la terre se répercutent avec une rapidité extraordinaire sur l'autre bout. Il suffit de citer le fait que les occupations des usines en France ont trouvé tout de suite leur écho dans la vie quotidienne japonaise.

Si cela est vrai, combien attentifs devons-nous être par rapport aux événements se déroulant en Belgique, notre voisine la plus proche, liée avec nous par des liens de la langue et de la culture.

Or, la Belgique marche vers le fascisme.

La crise mondiale dont ce pays a été particulièrement atteint, vu son caractère essentiellement industriel, le caractère spécialement réformiste du P. O. B., groupant de larges masses ouvrières, et enfin les deux années d'Union sacrée ont contribué à ce que la Belgique est à l'heure actuelle à la veille d'une catastrophe politique et sociale.

Il fut un temps où on pouvait espérer que les dirigeants du P. O. B. trouveraient du courage pour une sorte d'auto-critique. C'était immédiatement après l'arrivée de Hitler au pouvoir. On aurait pu croire à ce moment que par mesure d'auto-défense les bonzes ne freineraient pas de trop les jeunes forces ouvrières, qu'ils réviseraient finalement qu'un peu leur tactique qui était jusqu'alors analogue à celle de la social-démocratie allemande.

En effet, il se forma à cette époque au sein du P. O. B. un esprit gauchiste voulant rompre avec la traditionnelle tactique du réformisme et d'Union sacrée.

Mais la réalité a montré que la direction du P. O. B. était trop enfouie dans le capitalisme et par conséquent organiquement incapable de réviser sa tactique.

Pour rompre l'élan révolutionnaire dans le pays elle avait lancé le Plan de Man, espèce de plan de construction du socialisme dans un seul pays. Cette manœuvre ayant réussi, elle avait saisi la première occasion pour entrer au gouvernement d'union sacrée. Dès lors elle suit toutes les étapes mortelles de la social-démocratie allemande.

Cependant la situation politique à l'intérieur de la Belgique n'est pas analogue à celle d'Allemagne d'avant Hitler, il y manque cet esprit de revanche qui a tellement contribué à l'arriérée de Hitler au pouvoir.

Par contre on y trouve des analogies avec la situation autrichienne d'avant 1934.

Ainsi, en Belgique on a vu plusieurs groupes fascistes. Ce fut tout d'abord la Légion Nationale qui groupait surtout la bourgeoisie de la partie wallonne du pays. Mais la Légion n'était pas non plus flamande, ni pro-catholique et ses chances de succès étaient par conséquent très limitées.

Les nationalistes flamands étaient par contre trop « flamboyants » pour trouver écho dans les contrées wallonnes. Il a fallu un mouvement qui puisse se maintenir au-dessus de querelles nationalistes. En effet Rex, au début fascisme à caractère essentiellement catholique, avait pu grouper des forces fascistes flamandes et wallonnes parce que toutes les deux catholiques.

Cependant, quand les socialistes sont entrés au gouvernement Van Zeeland en 1934, Rex était à peu près inconnu. A cette époque, les gens du P. O. B. ayant repris courage disaient que le caractère belge n'admettait pas le fascisme, qu'il fallait être boche pour accepter un régime à la Hitler. Et on peut affirmer sans crainte d'exagération que c'est grâce à la politique néfaste du gouvernement de Renovation Nationale que Rex a pris définitivement pied, et lors des élections 1936 avait remporté le premier grand succès. Les pertes socialistes étaient tellement considérables que Van Zeeland, catholique et homme de la haute finance belge, avait en l'intention de se passer des socialistes au gouvernement.

Mais à ce moment la vague des occupations en France avait contribué à un formidable mouvement gréviste en Belgique également et c'est cette réaction ouvrière qui avait arrêté les intentions de Van Zeeland. Rex aussi se trouvait désenparé devant ces grèves et il aurait suffi à ce moment d'un approfondissement du mouvement pour nettoyer le terrain de la mauvaise herbe fasciste.

Qu'a fait le P. O. B. à ce moment ? Il

freinait tant qu'il pouvait, il criait la victoire avant que celle-ci fût arrachée, et il réussit à briser le mouvement quand il était à mi-chemin.

Viennent les événements espagnols et à leur faveur le fascisme existe resuscité. Ainsi que le fascisme espagnol il est soutenu non seulement par les finances du pays, mais aussi par le fascisme international et en premier lieu par Hitler. Suivant les ordres de celui-ci il fait alliance avec les nationalistes flamands avec qui il avait des divergences d'ordre nationaliste. Rex étant pour une Belgique unie, les nationalistes flamands, par contre, étaient partisans de la formation de la Grande Néerlande sous la forme d'un Etat thiois.

Citons le programme sur lequel les deux groupes fascistes ont fondé leur alliance (d'après *De Schelde*, journal nationaliste flamand) :

« Rex veut l'organisation corporative de la société. Les nationalistes flamands également. Rex veut un Etat autoritaire. Les nationalistes flamands également. Rex veut la Belgique en dehors de toute guerre. Les nationalistes flamands également. Rex est méfiant à l'égard de l'imperialisme de la politique française. Les nationalistes flamands également. Rex ne veut rien attendre d'un accord militaire franco-belge. Les nationalistes flamands également. Rex a des sympathies pour l'Allemagne nouvelle nationale-socialiste. Les nationalistes flamands également. Rex se trouve aux côtés des nationalistes (insurgés) espagnols contre les canailles rouges du gouvernement de Madrid. Les nationalistes flamands également. Rex veut à poing de fer rendre inoffensif tout ce qui est marxiste, tout ce qui est rouge. Les nationalistes flamands également. »

On peut affirmer que c'est à ce programme fasciste qu'a obéi le nouveau tournant de la politique extérieure belge. Nous ne voulons pas dire par cela qu'au point de vue ouvrier il y a intérêt que la Belgique reste plutôt alliée à la France. Adversaires de la défense nationale, l'orientation diplomatique belge nous laisse complètement indifférente. Mais il faut comprendre que si la politique extérieure du gouvernement Van Zeeland est dictée par le programme fasciste, la politique intérieure ne le sera pas moins. Et cela est l'essentiel dans la question envisagée.

Peut-on et va-t-on résister au fascisme en Belgique ? Nous disons que la seule chance de résister au fascisme en Belgique

que comme ailleurs, réside dans les soulèvements ouvriers analogues à ceux du mois de juin dernier. Mais le gouvernement belge qui veut prendre l'air de se défendre contre Rex, base cette défense sur un tout autre principe. Ainsi Spaak, se trouvant à la queue de la politique Van Zeeland, dit à ce sujet : « Le gouvernement prend la tête du combat, il peut réaliser dans un monde en pleine transformation, une solution belge. Un grand mouvement sur les idées essentielles doit être entrepris. Mais précisément par ce que c'est un mouvement d'union, de rassemblement, il doit être conduit non par des éléments extrémistes, mais par des éléments de centre vers lesquels la concentration est seule possible ».

Van Zeeland a visiblement l'intention de jouer le rôle de Dolfuss. Il aura l'air de lutter contre Rex, tout en luttant en réalité contre la classe ouvrière belge. Et quand celle-ci sera écrasée il tentera d'instaurer un fascisme à lui, aussi catholique pour que l'Espagne reprenne, dans l'intégrité de son territoire national et colonial, la place qui lui est acquise dans le concert des Etats européens.

Quant aux dirigeants du P. O. B., après avoir écrit qu'ils répudient la violence, quand les ouvriers de Seraing ont résisté armés à la main aux provocations réalistes, ils continuent actuellement la même tactique. « Le P. O. B. restera fidèle à sa longue tradition d'ordre, de calme et de sang-froid. Il fait confiance au gouvernement pour assurer l'ordre et appliquer la judicieuse et énergique décision qu'il a prise contre ceux qui ne pouvaient atteindre leur but par des voies légales. » (Peuple du 24 octobre).

Cependant l'histoire sera sévère à l'égard de ceux qui au moment le plus grave pour le prolétariat, le laisse conscientement désarmé devant l'ennemi.

I. MILITCH.

NOTE DU SECRÉTAIRE DE REDACTION

Etant donné l'abondance de la copie qui nous parvient et les nécessités techniques formelles qu'imposent la confection et la mise en pages du journal, aucune insertion, QUELLE QU'ELLE SOIT, ne pourra être garantie qui parviendra au journal après le mardi soir.

Le Secrétaire de la Rédaction,
L. ANDER.

APRÈS LE CONGRÈS RADICAL

Marianne et ses « Messieurs »



Marianne revivait. De nouveau la République était belle... malgré l'emprise intact du capitalisme.

Seulement, le bœuf ne sembla pas vouloir durer très longtemps.

Marianne soupira après ses anciennes amours, après les messieurs sérieux qui, eux, à défaut d'autre chose, ont des situations sérieuses et du fric.

Le congrès radical, où si nombreux sont ses vieux adorateurs, vient de lui faire comprendre que le moment était passé des passions qui ne sont plus, ni de son âge, ni de son tempérament.

On lui accorde encore un petit sursis.

Mais à condition qu'elle n'exagère pas et que son jeune et impétueux ami Populo n'abuse pas, lui non plus, de la situation, en pétinant les plâtres-bandés, en abîmant les clôtures de la Propriété.

Plus d'occupation d'usines, plus de grèves, respect de la propriété et des propriétaires.

Faut de quoi, Marianne se verra couper les vivres.

(Illustration de MORAS.)

PAIN DE SOLDAT (1)

par Henry POULAILLE

(Suite)

C'était là ! Un mince boyau qui tentait à remplacer la tranchée qu'il longeait. Des jours entiers, le pilonnage l'avait culbuté sur presque toute sa longueur.

La garde est venue jusque-là... il paraît, dit Brau.

— Ah ! et ils ont payé dur dans le coin.

— Taisez-vous, dit l'adjudant, même les chuchotements peuvent s'entendre. Suivez.

On s'enfonça dans le boyau, on croisa des petits postes.

— La relève ?

— Non...

— On crèvera là, alors !

— On en a marre !

— T'es d'Paris ? fit Magneux.

— Oui... mais est-ce qu'on reverra Paris ?

— J'espére...

— Taisez-vous, voyons...

Après quelques minutes de marche, on stoppa.

— Organisez-vous.

Brau qui était près de Julonnet fit passer l'ordre.

— C'est là qu'on va rester ? demanda une voix tremblante.

— Parait que oui...

— Posez le sac... faudra travailler dur.

Brau avait déjà l'outil en main et il connaît fermé dans la terre.

— Tu parles d'un boulot avec des outils comme ça. Comme si on pouvait pas en avoir des vrais...

— Ah ! oui ! Et ici surtout, où il faut re

rejoindre avec rage. Parait que les gars en deuxième ligne remontent à pas même vingt par compagnie. Des blessés en masse, ce matin...

— L'ont laissé du monde aussi, j'ai vu tout à l'heure, c'est plein de macchabées.

Les équipes s'étaient formées un peu à la diable. On s'était mis entre copains. Il en résultait que les vieux étaient avec les vieux, les bleus avec les bleus. Il se trouvait ainsi des équipes actives et d'autres qui l'étaient beaucoup moins. Chérouze et Frémont s'en aperçurent et allèrent vers les jeunes d'un commun accord.

— Ça ne va pas beaucoup, on dirait !

— Oh non ! avoua l'un des jeunes.

Quand on leur avait dit : organisez-vous, ils avaient fait suivre l'ordre, mais ils n'avaient pas l'air de l'avoir compris.

Chérouze prit sa pelle et leur montra comment ils devaient s'y prendre. Faut l'apprendre d'abord ce tracé, après vous élargissez-sez...

Ils restaient hébétés, inconscients.

Le sergent parut.

— Allez, creusez, ici ça chie, c'est l'habitude.

Tout autour les pelles et les pioches allaient bon train. Les bleus aussi faisaient bien leur possible mais ils avaient des arrêts fréquents, peu experts qu'ils étaient à manier l'outil.

— Démerdez-vous ! reprenait le sous-off. Ça a bardé dur, il faudra être garantis au petit jour. Heureusement que c'est le calme

Un peu plus loin, tout un long morceau de boyau était encombré de corps rigides et noirs.

— Pour pas être comme eux-là... mettez-y-en !

Une immense puanteur régnait. La chaleur torride de la journée avait profité les cadavres. L'odeur infecte prenait à la gorge, aux narines.

Durtin portait de temps en temps à ses lèvres un flacon d'alcool de menthe. Le parfum léger annihila durant une seconde l'empêtrante haleine des morts, une seconde seulement, le venin qui souffrait dissipait vite le léger nuage mortuaire, la puanteur alors reprenait de plus belle.

— Ah ! c'est pas mal pour un début ! dit Mouchel.

Le voisinage des morts n'agrémentait pas beaucoup aux nouveaux venus et quelques mètres plus loin ils étaient une demi-douzaine qui, plutôt de se creuser dans le tracé que des corps comblaient, tentaient de le faire oblier. Ainsi, ils n'auraient pas à déranger leurs occupants immobiles, mais ce n'était pas pour gagner du temps.

L'adjudant quand il revint s'aperçut que les travaux de ce côté n'avançaient pas du tout, il comprit la manœuvre illégale des bleus et il s'importa :

— Nom de Dieu ! vous êtes fous ! Quoi, enlevez-moi ça !

D'un geste, il désignait les cadavres qui reposaient l'un sur l'autre. Mais personne ne se proposait. Tous se regardaient. Ils étaient six jeunes, six des récupérés : Weil, Magneux, Moncet, Berliet, Durtin, Mouchel. Tous les six ils avaient comme peur de toucher à ces masses inertes.

— Le gradé se radoucit.

— Faut vous faire une raison, dit-il. Enlevez ces macchabées et vous avez la moitié de votre tâche de faite... nom de nom ! et

Mensonges impérialistes

Les déclarations que le comte Ciano a faites à la presse et qui complètent le communiqué officiel publié à l'issue de son entrevue avec Hitler ne contiennent rien qui puisse émouvoir, au moins apparemment. Concernant la question espagnole — et pour nous en tenir à cet aspect des négociations — le ministre italien des Affaires étrangères a fait un éloge assez anodin du général Franco qui est, paraît-il, « soutenu par la volonté ferme du peuple espagnol ». Il a ensuite confirmé l'adhésion de l'Italie au pacte international de non-immixion. Enfin, il a formulé des vœux pour que l'Espagne reprenne, dans l'intégrité de son territoire national et colonial, la place qui lui est acquise dans le concert des forces européennes.

Ces déclarations appellent quelques commentaires. Sur leur ton, d'abord. On s'attendait à de sensationnelles fulminations contre les marxistes (sic) de Madrid et de Barcelone, à tout le moins on voulait que les négociateurs proclament leur intention de reconnaître le gouvernement du général Franco, dès que Madrid serait prise (car on n'hésite pas, dans certains milieux, à vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué), et l'on doit se contenter d'un assez piètre résultat.

Maintenant, il y a intérêt que la diplomatie stalinienne se contente de travailler l'opinion en sa faveur par des moyens analogues. En protestant contre les violations trop certaines de la neutralité et en menaçant de se retirer du Comité de non-intervention, elle se donnait les apparences d'une protection des révolutionnaires espagnols tandis qu'elle ne visait en réalité qu'à renforcer ses positions diplomatiques en agissant sur l'opinion française et en donnant ainsi plus d'efficacité éventuelle au pacte

franco-soviétique.

Le mot d'ordre, dans de pareilles conjonctures, est de se méfier de tous les gouvernements, y compris le nôtre, afin qu'à aucun prix l'Espagne révolutionnaire, celle que nous voulons sauver à tout prix, ne soit le prétexte ou l'enjeu des compétitions impérialistes.

Trop d'appétits se découvrent en dépit des attitudes juridiquement impeccables. Plus que jamais, montons la garde.

LASHORTES.

L'assassinat de Slatcho Gheorghieff

A l'encontre des dictatures fascistes et national-socialistes qui sont apparemment soutenues par les peuples, la dictature en Bulgarie n'a pas réussi à se créer une base populaire. Les « dictateurs » bulgares

VOIR CLAIR POUR AIDER NOS FRÈRES D'ESPAGNE

La Révolution espagnole et l'impérialisme⁽¹⁾

L'analyse des rapports de la révolution espagnole et de l'impérialisme nous avait amené à situer le problème dans la réalité économique et sociale de notre époque : en fonction de la nature de classe des grands Etats européens et de leur concurrence sur le marché espagnol d'une part, et, d'autre part, en fonction de leur diplomatie qui en résultent.

Cette méthode nous avait contraint de dénoncer d'emblée le mythe du conflit entre démocratie et dictature, grâce auquel l'impérialisme s'efforce de gagner les masses à une nouvelle guerre et à l'aide duquel nos nationaux-communistes et nos socialistes-patriotes détournent, au profit des antagonismes impérialistes la solidarité prolétarienne envers la révolution espagnole.

Après avoir montré qu'au point de vue économique et financier, les impérialismes européens — qu'ils fussent démocratiques ou autoritaires — n'avaient aucune raison d'aider à la victoire de la révolution en Espagne, nous soulignions par contre, pour finir, qu'au point de vue militaire la France et l'Angleterre, contrairement à l'Allemagne et à l'Italie, avaient tout intérêt à la défaite de Franco.

**

Il en résultait, en ce qui concernait l'Allemagne et l'Italie, que l'intérêt économique et financier jouait dans le même sens que l'intérêt militaire pour une solidarité totale avec la contre-révolution espagnole, tandis qu'ils s'avéraient contradictoires en Angleterre comme en France et imprimaient ainsi aux réactions de ces dernières un caractère passif ou hésitant.

Projeté enfin dans le plan politique, cette opposition entre les deux tendances impérialistes jouait internationalement à plein sous les apparences du conflit des deux « mystiques » démocratique et autoritaire. Mais, en Angleterre et en France, impérialismes démocratiques, la contradiction, particulière à ces deux pays, entre intérêts militaires et intérêts économiques et financiers en Espagne, se projetait également dans la politique intérieure et affectait gravement le comportement gouvernemental.

En Angleterre, la détente relative de la crise, la présence au pouvoir d'un gouvernement conservateur, le loyalisme impérialiste conscient de l'opinion ouvrière, tout concourut à atténuer cette contradiction et à la résoudre, au moins temporairement, dans une neutralité plus ou moins humaine.

En France, au contraire, cette contradiction, aiguisee déjà par la proximité de l'Espagne, la tension de la lutte de classe et la victoire électorale du Front populaire, s'expliquait grâce à la liberté démocratique d'opposition et battait en brèche l'interventionnisme timide du gouvernement.

Intervention énergique de l'Allemagne et de l'Italie en faveur des généraux, abstention anglaise, intervention hésitante de la France en faveur du *Frente popular*, le tableau des réactions impérialistes particulières devant les événements d'Espagne ne sera pas complet sans celles de la Russie.

Contrairement à ce qui se passait pour l'Angleterre, la France, l'Allemagne et l'Italie, les événements d'Espagne n'intéressaient guère la Russie.

Au point de vue économique, l'impérialisme russe, rejeté en Asie où il exploite de la façon barbare que l'on sait d'immenses territoires semi-coloniaux hérités du tsarisme, n'avait en Espagne que des intérêts négligeables.

Financièrement, le capitalisme d'Etat soviétique est trop pauvre et son marché national trop vaste et trop peu industrialisé pour qu'il ait intérêt à exporter ou à investir des capitaux à l'étranger.

Militairement, l'Espagne ne présentait pour lui aucun intérêt direct.

Enfin, au point de vue politique, seul aspect important de l'expansion impérialiste russe en Europe occidentale, l'Espagne n'était pour la Russie qu'une position secondaire.

Dans cette terre d'élection de l'anarchosyndicalisme, la III^e Internationale, même au temps lointain où elle était communiste, n'avait pu rallier à elle la fraction révolutionnaire du prolétariat. Par la suite, sa dégénérescence vertigineuse dans les mains de l'Etat soi-disant soviétique n'avait fait que creuser le fossé. En dépit des efforts déployés par la bureaucratie stalinienne en Espagne, au cours de ces dernières années, pour sauver la face aux yeux des communistes français et surtout pour se ménager le concours de la bourgeoisie espagnole dans sa politique anti-allemande, l'influence russe en Espagne était restée très faible.

Bref, d'aucune manière, l'impérialisme russe n'avait d'intérêt à apporter à la révolution espagnole une aide susceptible de favoriser ses ennemis déclarés de la C.N.T. et de la F.A.I. et surtout de brouiller son jeu diplomatique à Genève, à Paris et à Londres.

Telle l'Angleterre, quoique pour des raisons différentes, la Russie où, pourtant, comme en Allemagne et en Italie, le régime dictatorial donna toutes les facilités à l'interventionnisme clandestin, se cantonna donc dans une abstention rigoureuse, corsée au surplus de bluff sur son petit parti « communiste » espagnol et d'hospitalité, envers l'anarchosyndicalisme, force vive de la résistance antifasciste.

Quand le jeu des antagonismes impérialistes tendus presque à se rompre en Europe prit le pas — comme nous allons le voir maintenant — sur le jeu particulier de chaque impérialisme en Espagne, quand les gouvernements français et anglais, placés par le développement des événements devant les perspectives catastrophiques, lancèrent l'accord de non-intervention, la Russie s'y rallia tout de suite, sans réserve, tandis que l'Allemagne et l'Italie gagnaient le temps nécessaire à la continuation de leurs envois massifs de matériel de guerre aux généraux.

C'est que, aussitôt posé, le problème espagnol glissait du plan propre à chaque impérialisme dans le plan — général — de la lutte impérialiste pour l'hégémonie.

Si intéressant, à toute sorte d'égards, que puisse être le marché espagnol pour les impérialismes européens, cet intérêt n'était pas tel, en effet, qu'il put primer — en déviant l'enjeu de leur lutte pour l'hégémonie — les intérêts vitaux qui présidaient à cette lutte. D'autre part, une guerre impérialiste n'éclate que quand les camps en présence, fermement constitués, ont à peu près éprouvé les possibilités de manœuvre qui s'offraient à eux dans la paix et quand ils ne peuvent plus espérer de celle-ci une amélioration sensible de leurs positions économiques, militaires et diplomatiques.

Or, dans l'état actuel des antagonismes impérialistes en Europe, les positions diplomatiques n'étaient ni assez nettes ni assez décisives, les préparatifs militaires pas assez poussés dans certains pays, pour que les événements d'Espagne fournit à point nommé l'occasion de trancher par les armes la question d'hégémonie.

Aux raisons, en quelque sorte intrinsèques, qui, comme nous l'avons vu, poussaient tous les impérialismes européens soit à agir contre la révolution espagnole en soutenant énergiquement ses ennemis, soit à ne lui fournir aucune aide réelle et efficace, se superposait ainsi une raison décisive.

Même si elles n'avaient pas donné lieu immédiatement à *casus belli*, des interventions quasiment officielles en faveur du *Frente popular* et des généraux eussent cependant, en effet, un abîme entre certains antagonismes et couvert court à toute possibilité de manœuvre et de compromis, essentiellement cristallisé des coalitions qui rendaient inévitable, à brève échéance, une guerre généralisée devant laquelle l'impérialisme, pris dans son ensemble, reculait encore.

L'accord de non-intervention, proposé par la France sous la pression de l'Angleterre, signifiait seulement que les impérialismes ne jugeaient pas venu le moment de trancher par la guerre leur lutte pour un nouveau partage européen et extra-européen, et que, par conséquent, ils subordonnaient leurs réactions à l'articulation entre la guerre sociale d'Espagne à leurs réactions reciproques à l'échelle européenne et mondiale.

Mais, en se subordonnant ainsi au jeu impérialiste général, le jeu impérialiste en Espagne devenait, sans que les exploitations d'Espagne et d'Europe en prennent conscience, une des cartes maîtresses de la partie engagée par-dessus leur tête, un atout d'autant plus important que les passions contradictoires, soulevées par la guerre sociale d'Espagne, étaient plus vives et donnaient, par conséquent, plus de mordant aux manœuvres politiques réciproques des antagonistes.

Nous voici donc amené, pour dénouer l'imbroglio tragique dans lequel se débattaient la révolution espagnole et la solidarité prolétarienne qu'elle suscite hors d'Espagne — en tout premier lieu en France — à démontrer le mécanisme inavouable des antagonismes impérialistes en Europe, tel qu'il fonctionne réellement sous le camouflage de la vieille idéologie générale et du soi-disant conflit entre démocratie d'une part, fascisme ou autoritarisme d'autre part.

Ce n'est pas dans ce journal qu'il est besoin de rappeler que l'axe des antagonismes européens passe par la revanche des impérialismes vaincus et spoliés en 1918, nécessairement dressés, tant par leur dynamisme expansionnel que par la crise du capitalisme, contre le *statu quo* des traités de Versailles et de Trianon. Il y a beau temps que les lecteurs du *Libertaire* savent que la grande querelle des loups gras et des loups maigres donne la clef de la politique extérieure européenne et mondiale.

Mais cette vue générale, sans laquelle toute intelligence de la situation internationale est actuellement impossible, se complique et se différencie selon des modalités variables, dès qu'on l'approfondit et qu'on l'applique aux conjonctures.

Ce n'est pas, par exemple, parce qu'elles furent vaincues par l'Entente en 1918 que l'Italie et la Russie sont parties au débat dont, à titre immédiat, dépend la paix ou la guerre.

Mais, même si nous restons au cœur du problème, centré sur la revanche allemande et l'irrépressible expansion de l'impérialisme germanique affamé de débouchés et de matières premières, il saute aux yeux que diverses voies s'offraient à lui pour réaliser ses desseins et que, finalement, il choisirait celle qui lui paraît la plus facile.

Ayant la possibilité de reconstituer son appareil militaire et de tendre au maximum, grâce à la dictature, ses forces économiques, l'impérialisme allemand, après une longue période d'isolement et d'exploitation par les impérialismes démocratiques associés à Genève, put enfin aborder de front la réalisation pratique des tâches qui s'imposaient à lui.

Son écrasement, à l'Ouest comme à l'Est, avait été total, il revait donc d'une revanche totale.

Mais, quel que fut son dynamisme, une telle appréciation du rapport de force entre lui, l'Occident et l'Orient, jointe au souvenir de l'intervention anglaise en 1914 et de l'encerclement qui lui avait été fait, l'incitait à la prudence.

L'Est et l'Ouest à la fois, ce serait dur, sinon impossible. Tout en envisageant éventuellement de faire face à la fois à l'Est et à l'Ouest, il décida de manœuvrer, de décomposer son action en deux temps et, quitte à voir ensuite se con-

Nécessité de l'antibellicisme

Oui, la nécessité se fait singulièrement sentir d'une défense active contre le bellicisme et contre ceux qui, sous des prétextes vraies, en font les complices et les propagateurs. Et les faits montrent assez combien il serait périlleux de ne pas placer cette question au premier plan de nos préoccupations.

L'autres semaines les manœuvres nocturnes de préparation à la guerre nous en ont fourni une preuve de plus.

Certes, l'on a pu constater à cette occasion un commencement d'action commune entre groupements antibellistes. Et cette action, si elle se développe et s'accentue, peut avoir les plus heureuses conséquences. Il faut particulièrement noter l'intervention des militants des Jeunesse anarchistes et socialistes et espérer que la jeunesse ouvrière se solidarise de plus en plus avec eux.

Mais il faut reconnaître que, dans l'ensemble, et pour la généralité des Parisiens moyens, la manœuvre a bien atteint les buts de surexcitation patriotique que ses organisateurs se proposaient. Des bandes chauvines opéraient sur divers points, insultant et menaçant ceux qui mettaient peu de zèle à la comédie de l'extinction des lumières. Pour un peu on les aurait lynché comme « traîtres ». Les journaux ont répandu patriotiquement cet état d'esprit. La mobilisation a réussi. La préparation à la guerre est faite. L'expérience opérée a permis de le constater.

Cependant qu'à l'intérieur on se prépare à cette guerre, par ce moyen et tant d'autres, à des conditions européennes périlleuses succédant des conditions encore plus menaçantes. Des alliances se font et se défont. Pour la plus grande inquiétude de ceux qui avaient mis leur confiance dans les combinaisons faceuses.

La diplomatie de notre allié l'URSS s'emploie activement à exacerber les antagonismes et à arroser de pétrole « soviétique » les moindres foyers d'incendie. Le parti communiste français la seconde avec le seul genre de fidélité dont il soit capable, celle de l'obéissance aveugle aux ordres changeants des maîtres de Moscou.

Toute son action vise à préparer l'Union Sacrée contre l'Allemagne. Toute son activité tend à surexercer contre l'Etat voisin et à orienter vers le conflit armé. Quant à ses alliés, quant aux gouvernements socialistes, s'ils ne lui obéissent pas toujours entièrement, ils n'ont ni rompre avec lui ni dénoncer sa politique néfaste.

Pour les organisations syndicales, qui devront guider la classe ouvrière, ou pour ceux qui le représentent officiellement, leur attitude est aussi néfaste qu'elle le fut entre 1914 et 1918. La question même de la résistance à la guerre, posée par quelques syndicats courageux, a été étouffée par une majorité complaisante du Congrès de Toussaint. Et les directeurs officiels de la CGT suivent en politique extérieure les consignes du Parti Communiste.

Certes, les cinq millions de syndiqués ne devront pas accepter cette politique, pas plus qu'ils ne doivent accepter les directives anti-syndicalistes des bureaucraties de la CGT.

Il y a d'ailleurs une connexion étroite entre les deux aberrations.

Un « syndicalisme » qui s'intègre dans l'Etat, et qui practise avec toutes les formes du parasitisme d'Etat, un « syndicalisme » qui compte sur le gouvernement pour maintenir l'ordre public dans « l'intérêt général » un « syndicalisme » qui se défend comme d'honneur de tout « égoïsme de classe », il est tout naturel qu'il accepte la guerre pour la défense de l'Etat, du gouvernement et de l'intérêt général. Comme déjà il met sa confiance dans les organismes intermédiaires tels que le S.D.N. et autres.

Mais il y a un autre syndicalisme qui ne croit pas au gouvernement et qui n'accepte pas la patrie. Ce syndicalisme est en lutte contre toutes les formes de l'oppression et contre la guerre qui est la plus grande de toutes. C'est aux cinq millions de syndiqués avec cette discipline qui fait la force principale des armées. Les survivants de ceux que l'on appelaît la génération du feu, n'ont-ils pas résisté dans leurs entraillés toute la tragédie de cette sinistre comédie, et combien criminellement était leur indifférence de ce soir-là. Voulez-vous que nous initions l'acheté votre attitude passive devant un spectacle qui devait pourtant nous rappeler plus d'un épisode douloureux d'une guerre d'où vous étiez revenus écorrés et plus abruti que des bêtes. N'avez-vous pas senti pendant cette heure que la guerre future était là, dans cette préparation des esprits, dans ce consentement mutuel de la foule, de cette foule parisienne qui a même vu là l'occasion d'exercer sa verte rairesse et qui, hélas, n'a pas compris toute la responsabilité de son attitude.

Si nous cherchons l'opposition parmi les organisations jeunes, nous trouvons les J. S. R. et nous. Les Jeunes communistes étaient sans doute parmi les rigolos qui tiraient matière à plaisanterie de ces événements, nous les avons même vus dans certains quartiers faire le service d'ordre pour assurer un conformisme plus complet aux ordres de l'Etat républicain.

Que nous devions devenir les jeunes révolutionnaires J. C. d'il y a quatre ans. Sous quel soporifique les fortes lèvres d'hier se sont-elles muées en cauchemars réformistes bourgeois ?

Et voyez-vous, jeunes socialistes, attachés à des traditions de discipline, comprenez bien quelle était dans la passivité de la foule la discipline à laquelle vous êtes fervents, c'est avec cet esprit discipliné que l'on entraîne les masses ouvrières vers leur destin sanglant, les exemples sont leçons dans les luttes sociales antérieures. 14 nous a affirmé la vertu dominante de la discipline, 36 pourrait nous le faire présager. Vous avez pu observer ce jour-là combien cette thèse se condamnait en elle-même, car le silence des chefs vénérés a suffi à endormir planquement ce populo qui a pourtant révélé la neutralité de la conscience ouvrière incombe à cette masse docile qui suit aveuglément ses parts sans discerner dans quelle compétition elle se trouve fourvoyée.

Cet enseignement doit nous inciter à perséverer dans notre propagande antimilitariste, il doit contribuer à élargir notre influence parmi la jeunesse ouvrière et aboutir en fait à ce que les minorités oppositionnelles deviennent demain des majorités. Nous pouvons devancer les initiateurs d'une renaissance de l'esprit antimilitariste parmi la jeunesse nous qui ne sommes pas limités dans notre action par des attaches politiques.

Le capitalisme ne fait la guerre que s'il est assuré de la servilité de la classe ouvrière. Et ce capitalisme international comprend très bien qu'il n'existe plus de solution naturelle pour des régimes de conservation bourgeois, et nous pouvons encore affirmer qu'entre la guerre et la révolution c'est une course de vitesse. A nous les jeunes de travailler sur le terrain de l'antimilitarisme pour ne pas être les perdants de cette compétition.

ROGER CARON.

ERATRUM

Une coquille malencontreuse a défiguré un alinéa du début de la présente étude publié dans notre dernier numéro.

Cet alinéa était le suivant :

« Économique, financière, militaire, l'expansion impérialiste achève de se caractériser par un aspect politique, réaliste, influencé exercé sur l'Etat soi-disant souverain auquel est assujetti le marché » ou « professionnel » (influence exercée sur les diverses couches de l'opinion), souvent secondaire, mais propre, en certains cas, à jouer un rôle important. »

Au lieu de *professionnel*, il fallait lire *passionnel*.

(1) Voir le *Libertaire* du 23 octobre.

Le Coin des Jeunes

Réponse à une affirmation marxiste

« Le suffrage universel est la plus grande conquête de la démocratie » dites-vous

Non, le suffrage universel est la plus grande conquête de la bourgeoisie.

A maintes reprises dans le passé, les gars ont menacé les puissants. La révolte grondait. Les pauvres avaient soif de liberté. Ils voulaient l'affranchissement, la terre, l'usine. Ils voulaient vivre.

Les riches tremblaient : que faire ?... Lisez les serfs ?... Non.

La bourgeoisie essaya du bulletin de vote.

Le succès dépassa les espérances : le peuple, selon son fusil, il s'arma d'un piolet d'épisoire. C'est avec lui qu'il voulut s'affranchir.

Et aujourd'hui, sa condition sociale a-t-elle changé ? Certains y ont gagné. Mais l'homme, le proléttaire, est toujours l'homme. En 1935, 2.400.000 êtres humains sont morts d'inanition, 1.200.000 se sont suicidés faute de nourriture. En 1935, l'homme ne doit plus tant de journées de travail à son maître ; mais la somme de toutes ses charges représente une plus grande quantité de travail. Est-ce ceci que vous appelez la libération de l'homme ? Est-ce cela que vous appelez la grande victoire de la démocratie ?

Enlevez le bulletin de vote des mains de l'homme. Rendez

VOIX DE PROVINCE

AIMARGUES

Un geste énergique d'action directe.

Les camarades d'Almargues nous communiquent :

Vu les décisions prises par l'Office départemental de chômage du Gard envers certains camarades chômeurs radiés, ou dégrés de leur allocation de chômage, dans un geste de solidarité, et pour protester contre cet état de choses, les chômeurs se sont emparés de la Mairie, et sont sortis 5 heures après, car entière satisfaction leur a été donnée.

Ce geste prouve que les camarades d'Almargues n'ont pas confiance aux politiciens, mais comme en Espagne confiance en eux-mêmes et surtout à l'action directe.

Et voici l'ordre du jour envoyé à la Préfecture et au ministère du Travail :

« Nous chômeurs de la ville d'Almargues ayant occupé la Mairie en signe de protestation, nous faisons confiance à notre détermination, mais nous nous réservons, dans le cas où entière satisfaction ne serait pas donnée de refaire le même geste, c'est-à-dire occuper la Mairie et rendrons responsables les pouvoirs publics des actes de violence qui pourraient se produire par la suite. »

Le Comité.

BREST

Le meeting en faveur de nos camarades espagnols

Dimanche 18 octobre, le groupe de Brest organisait à la Maison du Peuple avec le concours des camarades R. Monclin et J. Chazoff, un meeting en faveur de nos camarades espagnols.

Monclin expose la nécessité d'organiser immédiatement l'aide nécessaire aux combattants espagnols.

Il insiste pour que les travailleurs groupés dans leurs organisations n'attendent pas les mots d'ordre des chefs qui viennent trop tard ou pas du tout et qui ne savent que freiner, alors que le prolétariat doit agir directement et avec énergie.

Il regrette et dénonce la mollesse de la centrale syndicale et son attaché gouvernemental.

Chazoff précise le danger que fait courir au monde du travail, les tractations d'un mouvement dit populaire aux éléments hétérogènes.

Il souligne l'erreur d'avoir mis toute la confiance dans des hommes qui sont les dirigeants du Front populaire, alors que les partis qui se réclament de la classe ouvrière sont les prisonniers des éléments louche de la bourgeoisie comme Daladier, Herriot et Cie.

Il rappelle que seule l'indépendance du mouvement syndical permettra aux ouvriers de se libérer.

Un militant communiste et le citoyen Tanguy Prigent, député socialiste, apportent la contradiction et se plaignent que nos orateurs attaquent le F. P., alors que celui-ci a d'après eux, fait beaucoup de choses pour les travailleurs des villes et des champs.

L'un comme l'autre essaient de montrer que les anarchistes ne sont pas logiques parce qu'ils critiquent sans cesse et ne... faisant pas grand' chose ! ; la contradiction fut courtoise.

Belles répliques de Chazoff et Monclin.

Une collecte faite à la sortie, rapporte la somme de 390 francs.

Indépendance du mouvement syndical, nécessité d'une organisation révolutionnaire, travaillant sur des mots d'ordre précis, tels sont les enseignements de ce meeting. Bonne réunion en résumé.

CHATEAU-THIERRY

Pour constituer un comité régional d'aide à l'Espagne libre

Jusqu'à présent on s'est borné dans différentes organisations à faire des collectes pour nos camarades espagnols en lutte contre la peste fasciste. Ce n'est pas suffisant. Il conviendrait, à mon avis, de lier tous ces efforts dispersés et d'accentuer le mouvement de solidarité, qui seul, devant la carence du gouvernement, dit de Front populaire, doit permettre au Proletariat espagnol de triompher de ses ennemis, qui sont aussi les nôtres, ne l'oublions pas. La victoire du Fascisme, en Espagne, c'est aussi en France celle de tous les forbans qui ont nom de la Rocque, Jean Renaud, Dorgères, etc...

Que toutes les organisations locales : Ligue des Droits de l'Homme, Comité antifasciste, Union locale des syndicats et Union départementale, Parti socialiste, communiste, libertaires, etc., se groupent et agissent dans un effort commun. L'enjeu en vaut la peine : du triomphe

ou de la défaite de nos frères d'Espagne, dépend notre sort à tous et l'avenir de l'Humanité !

Camarades, en avant pour l'union et l'action !

Louis Badix.

CLAIRVIVRE

Un drôle de coco fasciste

Le super-fasciste Deluc, caïd de Clairvivre, continue ses agissements intolérables.

Les meilleurs militants syndicalistes, ont été mis à la porte pour avoir fait grève et sont chômeurs de par la volonté du dictateur tout-puissant.

Ce super-fasciste ne veut payer ni préavis, ni congés payés, il balance ouvriers et chômeurs à la rive sans raison aucune.

Est-ce que le gouvernement de Front populaire va tolérer qu'on viole ainsi ses lois ?

Ce dictateur doit boucler ses malles et nettoyer la place. C'est avec de tels individus que le fascisme prépare ses futures « grandes manœuvres » mais attention Messieurs les admirateurs de Mussolini, Hitler et Franco; la classe ouvrière française n'est pas encore prête à s'agrouiller devant les personnages de cet acabit.

Un Groupe d'anarcho-syndicalistes.

Notre tournée de propagande avec projections

Devant le grand nombre de demandes reçues nous avons décidé d'organiser simultanément deux tournées de conférences.

La première ferait Paris et la République, le Nord et l'Ouest. Elle passerait par les villes suivantes : Paris, banlieue, Reims, Amiens, Lille, Valenciennes, Croix, Roubaix, Dunkerque, Rouen, Le Havre, ensuite Orléans, Angers, Brest, St-Brieuc.

La seconde, la région lyonnaise, le Sud-Est et le Midi.

Elle passerait par Dijon, Lyon, St-Etienne, Grenoble, Avignon, Montpellier, Marseille, Foulon, Nice et la région de Narbonne.

Elles commenceront au plus tard d'ici une dizaine de jours.

Nous demandons donc à tous les groupes et individualités susceptibles d'organiser une réunion, se trouvant sur ces itinéraires de nous écrire au plus vite en nous donnant toutes les indications indispensables : prix de la salle, contenance, etc., et ceci même s'ils nous ont déjà écrit. Les groupes de Paris et de la Région Parisienne devront être présents au C. I. de la Fédération où la tournée de la région sera établie.

Nous rappelons à tous que les bénéfices de ces tournées seront versés aux milices antifascistes.

Le Numéro des « Humbles »

Pour constituer un comité régional d'aide à l'Espagne libre

Le cahier de vacances des « Humbles » est consacré au « Procès de Moscou » et à la campagne « Pour une Commission d'enquête ».

Cette copieuse brochure de 96 pages, illustrée par Albert Daenens et Vlad, comprend des articles d'André Breton, Georges Heneine, Marcel Martinet, Maurice Parajani, Magdeleine Paz et Jean-Paul Samson ; une copieuse revue de la presse par Maurice Wullens et surtout quatre chapitres inédits (sur la répression en Russie...) extraits du prochain volume de Victor Serge. Enfin, il ouvre une enquête auprès des « Amis de l'U.R.S.S. » qui se taisent jusqu'ici sur ce sujet tragique...

Il sera envoyé directement contre 5 francs en timbre (au lieu de 8 francs, prix marqué) ou en vente en librairie à tout lecteur du « Libertaire », qui écrira directement à Maurice Wullens, 229, rue de Tolbiac, Paris (13^e) (C. c. postal 380.70 Paris).

SIMPLE RÉPONSE

On lira par ailleurs la déclaration du Comité pour l'Espagne Libre. Inutile d'ajouter que l'Union Anarchiste l'approuve complètement, dans le fond et dans la forme.

L'U.A. se réserve, au surplus, de mettre, par voie de circulaires, ses groupes bien au courant de ces fauchés incidents.

La Commission administrative de l'Union Anarchiste.

PARIS-BANLIEUE

COLOMBES

Il y a six mois les anarchistes de Colombes étaient regardés, comme une curiosité.

Aujourd'hui, ils sont en nombre. Le Libertaire se vend, il a de nombreux lecteurs. Les conceptions de lutte que nous défendons, trouvent un écho dans la classe ouvrière, et au sein même du P. C. N. Nous nous en sommes rendus compte lors des deux manifestations du 15 et 23 octobre, et les directeurs de conscience du P. C. aussi.

Et c'est pour ça qu'on nous attaque — Non pas en face en essayant de discuter de notre doctrine et nos mots d'ordre, mais avec la méthode de Basile qu'employait Marx contre Bakounine à la Première Internationale.

Nous avons répondu publiquement, par voix d'affiche, aux élucubrations de la Voix Populaire.

Quant à l'action individuelle, nous savons la compléter par l'action révolutionnaire collective comme notre ami Cotin qui vient de tomber en Espagne en luttant contre les bandes de Francia, n'est-ce pas l'action individuelle des militants de la C. N. T. et de la F. A. I. qui en 30 heures liquida le fascisme à Barcelone.

La malpropre du rédacteur de la Voix Populaire n'a pas atteint son but.

Nous continuons notre propagande anarchiste à Colombes contre l'Union sacrée.

Contre les fascismes,

Pour le Front révolutionnaire de tous les travailleurs.

Le Groupe de Colombes.

N. B. — Le camarade Gesseameun n'ayant jamais cotisé à notre organisation, ne peut à aucun titre se réclamer de l'Union anarchiste et du groupe de Colombes.

POUR QUE VIVE LE « LIBERTAIRE »

Souscriptions du 26-9 au 28-10

Lecocq, 10; Leguenec, 10; Bouvet, 10; Mario, 10; J. Jezo, 5; Marchand, 8; F. Sédé, 5; Un viel ami, 5; versé par Lescot, 10; Chouli, 10; Jacobson, 10; Lecocq, 10; Dubreuil, 5; Rabouillet, 10; Honoré, 5; un copain de St-Brieux, 10; Jean Demorin, 10; X de la rue du Polager, 10; Puteaux, 5; Louann, 5; Palanson, 5; Tessier, 5; Bressole, 5; un internationaliste, 10; Lelann, 5; Le Maire, 25; Leggy, 6; E. Loret, 5; Jean Gignac, 10; Suresnes, 5; Morlier, 15; Villière, 5; Meuriot, 3; Laveau, 5; Gatta, 5; Lecorre Alain, 5; Bacchini, 2; Graux Hélène, 4; Strainchamps, 5; Collecte à la coopérative, 8; E. Sénard, 5; Raymond, 21; Raymond, 5; anonyme, 5; Boussy, 5; Pour le Libertaire sur 5 pages et pour qu'il soit bien sûr quotidien, 1.000, un Suédois, 3; Costia, 5; Charles Marie, 5; Neuville, 5; Moreau, 5; Anonymous, 5; Fontaine, 5; Vauzelles, 5; Louis, 5; Théodore, 4; Arthur, 5; Rouleff, 4; Buvery, 1; Loret, 10; Rémy, 2,50; Grévin, 10; Alexandre, 0,50; Telg, 5; Villière, 5; L. Moreau, 4; Lecocq, 20; Ander, 10; Jules Guérin, 10; Alexandre, 20; Michel, 5; Laveau, 5; Roger Martin, 5.

Total de cette liste, 1.575 fr. 90.

RESOLUTION ADOPTEE PAR L'ASSEMBLEE GENERALE DE LA FEDERATION ANARCHISTE PROVENCALE

Les délégués des groupes réunis le dimanche 25 octobre 1936 à Marseille décident de faire tout le possible pour effectuer l'union de tous les anarchistes résidant en France.

Ils demandent que tous les responsables des organisations anarchistes dirigent tous leurs efforts pour que cette unification soit achevée dans le plus bref délai possible pour la réussite de la révolution sociale espagnole et la défense de nos libertés.

Groupes représentés : Toulon, La Ciotat, Action Libertaire, Athénée Libertaire, L'Aurore, Malatesa, Sacco-Vanzetti, Fédération Communiste Libertaire du Var, Saint-Antoine, Fédération Espagnole, Fédération Italienne, Fédération Libertaire des Bouches-du-Rhône.

Ensuite dans des conditions d'infériorité évidente pour la classe ouvrière.

Le fascisme fut appuyé, aidé, protégé par toutes les forces répressives coalisées dont dispose l'Etat moderne. Des sections fascistes furent fondées directement par le ministère de l'Intérieur avec des gendarmes en civil et en service actif, là où la classe ouvrière pouvait offrir une résistance sérieuse.

Toute la presse bourgeoisie (démocrate, monarchiste, nationaliste catholique ou simplement d'information) dès le début exalta et justifia l'œuvre des bandes terroristes fascistes, payées par les industriels et par les grands propriétaires fonciers pour aller porter tous les jours la mort, le pillage, le deuil dans chaque ville, dans chaque village, dans toutes les familles ouvrières et paysannes.

Dans une dernière période, le ministère de la Guerre vola au secours du fascisme en mettant à sa disposition les auto-camions militaires, les casernes, les dépôts d'armes.

Enfin le Roi donna la permission aux bandes fascistes rassemblées, d'entrer à Rome et chargea Mussolini de constituer un gouvernement fasciste.

LA VIE DE L'U. A.

En raison de l'abondance des communiqués, nous avons été obligés d'en réduire quelques-uns. Nous nous en excusons auprès des secrétaires de Groupe et les prions, à l'avenir, de les rédiger aussi brièvement que possible, et de rédiger à part les communications spéciales. Nous les prions, également, de nous faire parvenir tous communiqués le mardi soir, dernier délai, faute de quoi, ils ne pourraient être insérés.

Commission administrative. — Réunion lundi 3 novembre, à 20 h. 30. Local habituel.

C. I. de la Fédération Parisienne. — Réunion samedi 7 novembre, à 20 h. 30, au local du « Libertaire ». Que tous les groupes en prennent bonne note pour se faire représenter.

Ve et VI. — Réunion tous les jeudis, à 20 h. 30, rue Broca, (59). Les sympathisants sont cordialement invités. — Le secrétaire : Desminères.

IX^e Arr. — Le vendredi 6 novembre, à 20 h. 30, 12 rue de Navarin, Maison de la Culture, des camarades de retour d'Espagne traîteront le sujet suivant : « Les réalisations anarchistes en Catalogne ».

X^e Arr. — Réunion du groupe le mercredi 28 octobre, à 21 heures, salle Marchetti, 6, rue Po-pincourt.

Groupe du XIV^e. — Réunion ce soir vendredi chez Pignier, 5, bd Brune, Porte de Vanves.

45^e arr. — Le Groupe se réunit tous les vendredis au 69, rue de la Convention, chez Jourdan. Présence de tous indispensables.

47^e arr. — Le Groupe se réunit tous les vendredis à 20 h. 30 au café, 170, avenue de Clignancourt.

Groupe du XIV^e. — Réunion ce soir vendredi chez Pignier, 5, bd Brune, Porte de Vanves.

48^e arr. — Réunion du groupe tous les vendredis à 21 h. 30, Café Papillon, 70, rue Doudeauville. Les 1^{er} et 3^{er} jeudi de chaque mois, assemblée d'informations où tous les sympathisants sont fraternellement accueillis. Le 2^{er} et 4^{er} jeudi, réunion exclusivement réservée aux seuls adhérents de l'U. A.

49^e arr. — Réunion tous les jeudis à 20 h. 30, 21 rue du Crimée.

20^e arr. — Réunion du groupe jeudi à 20 heures 30, Brasserie Georges, 144, rue des Pyrénées. Jundi 29, causerie sur le syndicalisme.

Aulnay-sous-Bois. — La prochaine réunion du groupe aura lieu le 31 octobre, café Mauriot, 41, boulevard Charles-Floquet, derrière la mairie.

Bagnol. — Réunion du groupe vendredi 30 octobre, à 20 h. 30, 27, rue Hoché, Causerie par le camarade Ridel sur les événements d'Espagne.

Blanc-Mesnil. — Les camarades sont prévenus qu'ils trouveront

CONTRE LES 40 HEURES, CONTRE
LES CONTRATS COLLECTIFS, L'OF-
FENSIVE PATRONALE S'ORGANISE.
C'EST PAR L'ACTION DIRECTE
QUE LES TRAVAILLEURS ONT OBTENU CES AVANTAGES ; C'EST PAR
ELLE QU'ILS VAINCRONT CETTE NOUVELLE OFFENSIVE.

PARTIS CONTRE SYNDICATS

Souvent dans le *Libertaire*, nous avons dénoncé les manœuvres des partis politiques cherchant à élargir leur main-mise sur les syndicats formant la C. G. T. Le plus grand effort fait en ce sens est déployé par le parti communiste qui n'éprouve d'ailleurs pas le besoin de voiler sérieusement son travail de sape dans cette direction.

Force nous est de reconnaître qu'en général le parti socialiste avait fait preuve de beaucoup plus de tact dans le domaine syndical. Les groupes de liaison socialiste récemment créés, donnent pourtant singulièrement matière à inquiétude.

Mais aujourd'hui, il faut enregistrer leur gain d'influence au sein de la C. G. T. d'un autre parti, parti bourgeois, patriote, chauvin, capitaliste et franc-maçon dans sa majorité : le parti radical.

Jusqu'à présent, cette influence s'exerçait plutôt dans les milieux de fonctionnaires, où les problèmes de nomination et d'attribution jouent un si grand rôle.

Ce qui est plus éloignant, c'est de constater les liens moraux qu'osent afficher les dirigeants de la C. G. T. avec le parti radical. A l'occasion du congrès radical, Léon Jouhaux, au nom de la C. G. T., envoie un télégramme exprimant pour la grande organisation syndicale « sa totale sympathie ». Lecteurs ouvriers, vous avez bien lu : totale sympathie, ce qui veut dire totalité sans réserves, ni restrictions.

Totale sympathie, avec les ministres radicaux qui ont imposé à leurs collègues socialistes la forme du blocus exercé sur les achats d'armes de l'Espagne et dont la C. G. T. demande d'autre part la « reconsécration » !

Totale sympathie, surtout avec le parti radical qui condamne les occupations d'usine ; Léon Jouhaux annonce au congrès radical et cela au nom de la C. G. T., que, « c'est dans l'ordre et la légalité que doivent s'inscrire les réformes réalisant le progrès et la justice sociale, fondement de toute une démocratie véritable. »

Les sénateurs radicaux, recevant cet appui inattendu, l'emportent aisément au sein de leur Congrès qui déclare :

« Fidèle aux engagements pris, il rappelle que la déclaration des Droits de l'Homme, charte de la démocratie, consacre l'inviolabilité de la propriété et que les occupations d'usines, d'ateliers, de fermes et de magasins constituent une atteinte inadmissible à la liberté ; que l'incessante agitation de la rue, d'où qu'elle vienne, est incompatible avec la reprise de l'activité économique. »

Ainsi, est scellé l'accord des trois grands partis de gauche contre le prolétariat. Il faut lui enlever sa meilleure conquête de juin, sa forme nouvelle de lutte en temps de crise : le droit à l'occupation de l'usine.

Benoit Frachon, communiste avant tout, prêche aux délégués des métals cette concession. Léon Blum explique, dans son discours d'Orléans, pourquoi le prolétariat doit céder :

« La bourgeoisie et la paysannerie s'irritent et s'alarment. Conclusion : ouvriers, inclinez-vous. »

La direction syndicale obéit. Mais le prolétariat, la masse ouvrière suivra-t-elle ? Aux syndiqués de la base de donner de la cohésion, de la méthode, de l'acharnement dans la résistance ; aux ouvriers anarchistes de l'organiser au sein des syndicats et à travers ceux-ci. — L. N.

Aux Métallurgistes

Le 3 novembre, une séance générale d'information réunira à la salle Benoît, 75, faubourg St-Martin, les camarades anarchistes de la région parisienne travaillant dans la métallurgie.

Les camarades des grandes usines sont particulièrement invités à se faire représenter.

NOISY-LE-GRAND

Pour venir en aide au Prolétariat d'Espagne

GRANDE RÉUNION PUBLIQUE
le 1^{er} novembre

à 15 heures, chez Max Hurban
176, Grande-Rue

Orateurs :

FREMONT — PATORNI — BAUMAN
U. A. — P. H. — U. A.

Le libertaire syndicaliste

Appliquons le contrôle ouvrier

Le patronat pratique l'homéopathie. Il veut se guérir du mal dont il souffre en créant un mal identique. Ce mal, c'est ce qu'en régime bourgeois il est convenu d'appeler le désordre ; c'est la révolte ouvrière contre une oppression trop longtemps subie. Or, il sait que, sous un gouvernement qui veut faire régner l'ordre — l'ordre bourgeois, l'ordre légal, bien entendu — l'accentuation des conflits ouvriers, donc du désordre, amènera celui-ci à réagir contre les éléments extrémistes et à accorder au patronat de nouvelles dérogations pour maintenir la paix sociale.

La contre-offensive patronale pour reconquérir le terrain perdu prend, selon les circonstances, des aspects différents.

Une des manœuvres les plus typiques consiste soit à se débarrasser des ouvriers s'étant révélés les plus actifs au cours des grèves, pour les remplacer par des jaunes, soit à provoquer des licenciements massifs qui, en déterminant du mécontentement et de nouvelles grèves, apporteraient une aggravation du chômage, ce qui favoriseraient les desseins du patronat dans sa lutte contre les améliorations sociales.

Cette manœuvre de grand style est d'ailleurs en application depuis plusieurs semaines. Nombreux sont les établissements qui refusent des commandes et qui, cependant, débauchent du personnel. Nombreux également ceux qui chassent les délégués syndicaux, qui renvoient les travailleurs pour crime d'affiliation syndicale à la C.G.T. ou exigent, comme condition du maintien dans l'entreprise, l'adhésion à des syndicats d'inspiration patronale ou fasciste.

Devant cette volonté ouverte démontrée de sabotage des conquêtes ouvrières — et nous ne parlons pas du refus de livrer les commandes et de la hausse illicite sur les produits de première nécessité — il devient urgent que la classe ouvrière accentue sa vigilance pour sauvegarder

les avantages qu'elle a eu tant de mal à arracher.

Chacun sait aujourd'hui que la tactique patronale vise en premier lieu à augmenter encore le nombre des chômeurs et à désorganiser la production et les moyens de répartition, afin de mettre le gouvernement de Front populaire en mauvaise posture et le forcer à capituler.

Nous avons de nombreuses raisons de penser que le gouvernement Léon Blum qui veut s'enfermer dans une légalité périmee, ne voudra pas pratiquer la politique énergique que commandent les circonstances, de façon à pouvoir empêcher l'étranglement des avantages acquis.

Les travailleurs de ce pays n'ont donc à compter que sur eux-mêmes pour mener victorieusement leur lutte revendicative.

Le Comité syndical d'entreprise reste pour eux un excellent moyen d'action directe, pour prévenir les exactions patronales citées plus haut.

Il devient indispensable d'instituer à bref délai, par le moyen de ces comités, le contrôle ouvrier sur l'embauchage et le débauchage. Cela permettrait d'éviter les licenciements injustifiés et l'embauchage d'éléments indésirables. Cela permettrait, en outre, de veiller à l'application du tarif syndical aux nouveaux venus.

Le placement des corporants peut également être effectué par le syndicat, comme cela se fait pour certaines corporations, et notamment dans le livre parisien qui contrôle ainsi les conditions de travail et l'application du tarif établi par une convention collective comportant l'échelle mobile. Or, un syndicat aussi important que celui des Métaux de la région parisienne, qui comprend à peu près l'ensemble des travailleurs de la corporation, peut légitimement revendiquer, lui aussi, le placement de ses syndiqués.

On n'insistera jamais trop sur l'intérêt qu'il

y a pour les travailleurs à s'organiser sur le plan de l'usine, du manœuvre à l'employé de bureau, en passant par l'ouvrier qualifié. Cette pratique détermine entre les travailleurs d'une même entreprise le lien de solidarité indispensable à la compréhension mutuelle d'une commune défense, malgré la diversité professionnelle.

Nombreux sont les intérêts communs des ouvriers et employés au sein d'une même entreprise ; par exemple, sur le plan de la sécurité et de l'hygiène. Que l'on se souvienne qu'il y a peu de temps ce que donnait le recours à l'inspection du travail dont l'intervention se révélait absolument inopérante dans la plupart des cas. Aujourd'hui, les délégués ouvriers sont qualifiés pour intervenir directement auprès des patrons et exiger satisfaction immédiate. Rien qu'en cette matière, les travailleurs ont d'ailleurs un large champ d'activité.

Mais le contrôle ouvrier ne saurait se limiter à ce rôle. Il doit, pour pouvoir éléver la compétence et les aspirations ouvrières, s'étendre progressivement à la gestion des entreprises. Le comité d'entreprise doit pouvoir exiger, dans un proche avenir, d'obtenir un droit de regard sur l'établissement des bilans et la comptabilité des entreprises. C'est là une arme indispensable pour exiger de faire rendre gorge au patronat sur la question des salaires. C'est en outre le moyen de déterminer le prix de revient et la marge bénéficiaire résultant de l'exploitation.

C'est là le but qu'il faut viser actuellement car c'est le point vulnérable qui permettra, par une action directe et persévérente au sein de l'entreprise, de précipiter la déchéance patronale et d'instaurer les conseils ouvriers qui auront si bien préparés les comités actuels d'entreprises.

N. FAUCIER.

LE SYNDICALISME DANS LA REVOLUTION ESPAGNOLE

UN PACTE D'UNIFICATION REVOLUTIONNAIRE ENTRE LA C. N. T. ET L'U. G. T.

Réunies à Barcelone le 22 octobre, les deux puissantes organisations syndicales d'Espagne, la C. N. T. et l'U. G. T., ont signé l'accord suivant concernant le pacte d'unification révolutionnaire à l'étude depuis quelque temps sur la proposition de la C. N. T. Ajoutons, en outre, que la F. A. I. a été appelée à le signer, ainsi que le P. S. U. C.

Voici quelques sont les bases principales de cet accord qui, à n'en pas douter, cimentera plus fortement encore l'unité d'action antifasciste entreprise depuis le 19 juillet.

Après l'article premier, pur de forme, qui engage les deux organisations à donner leur appui complet à l'exécution des clauses du protocole, l'article 2 expose directement la conception syndicaliste du problème économique.

« Nous sommes partisans, dit-il, de la collectivisation des moyens de production, c'est-à-dire de l'expropriation sans indemnisation des capitalistes. »

« Nous sommes partisans également de la collectivisation de tout ce qui est nécessaire aux intérêts de la guerre. »

Ici, la déclaration ajoute — et nous serons sans doute appelés par la suite à juger si cette disposition est heureuse — que le conseil de la généralité ou toutes les forces sociales sont représentées, lui paraît pour l'instant l'organisme le plus qualifié pour gérer ces collectivisations.

« Nous n'abandonnons pas de critiquer, et gardons présent à l'esprit que nos camarades sont obligés de tenir compte des contingences intérieures et extérieures qui les pressent. »

Plusieurs articles précisent que, provisoirement au moins, la petite propriété, la petite industrie et le petit commerce seront maintenus, sauf dans le cas où leurs détenteurs seraient des fascistes.

Des mesures conservatoires assez adroites ont été prévues en ce qui concerne les exploitations étrangères dont, pour ne pas prendre prise sans doute au chantage politique, le capital sera préservé.

Enfin, la conduite de la guerre semble avoir dicté le sens général des accords conclus tant en ce qui concerne les sacrifices inévitables que les dispositions nouvelles qui sont préconisées pour assurer une meilleure cohésion des forces ouvrières armées.

Le commandement unique est également préconisé.

Ce qui nous semble le plus grave, c'est l'acceptation de la transformation des milices ouvrières en grande armée populaire.

Là encore, attendons un peu avant de critiquer.

La structure de la C. N. T. est telle que si cette modification ne correspond pas aux nécessités nouvelles, la réaction de la base ouvrière ne tardera pas à se faire sentir.

N'oublions pas que le sens intensément fédéraliste du syndicalisme de la C. N. T. ne permet pas que des déviations non conformes aux volontés de la base soient commises sans que celle-ci régime rapidement.

Un article très important affirme la volonté des syndicats de voir nationaliser la Banque et d'organiser le contrôle ouvrier sur les opérations bancaires.

Mais, là encore, l'accord estime que la politique financière et fiscale du Conseil de la Généralité doit être orientée exclusivement vers l'objectif principal de gagner la guerre le plus rapidement possible.

Nous aurons l'occasion de revenir sur ces accords pour les commenter. — L. A.

40 HEURES ET CHOMAGE

Les quarante heures doivent apporter une solution importante au chômage. Le sabotage de cette loi par un patronat qui ne confond pas le bien-être des travailleurs avec son profit personnel ne fait plus aucun doute.

Repousser les 40 heures, disent les patrons, est pour nous une question de principe.

Pour les ouvriers, les quarante heures ne sont pas une question de principe, mais un moyen de résorber pratiquement les 400 000 chômeurs français.

Internationalement, l'U.R.S.S., les Etats-Unis, l'Italie, l'Allemagne, la Tchécoslovaquie ont réalisé la semaine de quarante heures, totalement ou partiellement, dans des conditions plus ou moins favorables au prolétariat. Ce que les patrons ne veulent pas, ce n'est pas tant le principe des quarante heures, mais l'entorse à leur profit.

Contre cette politique hypocrite, le prolétariat affirmera son intérêt avec la conscience nette de la perturbation économique du capital, en apportant sa solution propre : le balayage d'un patronat de combat par la Révolution ouvrière.

Le Gérant : Georges GIRARDIN.

Imprimerie Centrale du Croissant (Sé. M)

19, rue du Croissant, Paris 3^e

CHEZ LES CHARPENTIERS EN BOIS

lieu dans le brouhaha le plus complet. Et il est difficile de donner un aperçu exact sur le résultat.

Le Syndicat est donc entièrement géré par les unitaires à 100 pour 100 dans la ligne, mais ce qui est plus grave, c'est que la faute en revient à une bonne partie aux confédérés eux-mêmes qui ne participent pas assez à la vie du syndicat.

Si cela arrive, les sectaires communistes auront une part de responsabilité, alors qu'ils auraient pu faire ouvrir de réconciliation comme ça s'est fait dans d'autres syndicats.

Un Bois d'Out.

LE CONGRES DE L'U.D. DE LA MARNE

Le Congrès de l'Union Départementale de la Marne, tenu à Épernay, sous la présidence du comrade Laurent, délégué de la C.G.T.

Ce fut le 1^{er} Congrès qui tenta de se tenir depuis longtemps, réalisant au début de cette année, 223 délégués venus des quatre coins du département et représentant 123 syndicats, industriels, fonctionnaires, travailleurs de la terre et de la forêt.

Après la fin des débats sur l'ordre du jour, une motion sur dix-sept au conseil syndical, aux confédérés qui refusèrent d'ailleurs et le vote fut

unanime en faveur de nos camarades d'Espagne.

Finallement, on offrit généreusement quatre places sur dix-sept au conseil syndical, aux confédérés qui refusèrent d'ailleurs et le vote fut

unanime en faveur de nos camarades d'Espagne.

Le comité syndical fut adoptée à l'unanimité.

Ainsi, le 1^{er} Congrès réussit à se tenir.

Le comité syndical fut élu et il fut décidé d'organiser un comité permanent, de préparer leur entière collaboration.

On nous voudrait savoir quand et comment les syndicats ont été consultés à ce sujet.

On nous a assez répondu qu'en 1914 les syndicats avaient trait. Au moins, ils avaient attendu le dernier jour.

D'autre part, nous constatons que c'est un gouvernement Front Populaire qui prend l'initiative d'une telle préparation idéologique à la guerre, en créant, par cette alerte, une véritable psychose de guerre.

Il n'y a pas si longtemps, la presse ouvrière publiait des articles de Langévin et de Pocard affirmant qu'il n'y avait aucun moyen de lutter contre la guerre aéro-chimique. Qui trompe-t-on aujourd'hui ?

Camarades syndicalistes, exigez de vos responsables qu'ils luttent contre la guerre autrement qu'en préparant l'union sacrée.

Suivent les noms de 293 ouvriers de l'A.O.I.P., rue Charles-Fournier, Paris.

</div